

## LA PRÉPARATION DU BUDGET DE 1975

**Des économies importantes  
permettront de limiter à 13,5 %  
l'augmentation des dépenses de l'État**

La première partie de la préparation du budget de l'Etat pour 1975 prendra fin mercredi prochain 26 juillet. Ce jour-là, MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Fourcade soumettront aux membres du gouvernement les différents projets de loi relatifs à la fixation des dépenses publiques. « Ce sera un budget douzième », a déclaré, mercredi soir, le ministre du micro O. Marié. En fait, les dépenses augmentent : d'environ 13,5 %. Mais, compte tenu de la hausse des prix qui : renchérit le coût des services publics, les dépenses réelles (salaires et salaires) promises aux salariés sont en fait inférieures de 0,8 % au total. Le reste de ce chiffre va servir des compensations importantes.

Le nombre des emplois publics créés en 1975 sera réduit de presque la moitié par rapport à cette année. Certains crédits d'équipement seront supprimés ou réduits. Les investissements dans le domaine de l'enseignement de France » et le financement du projet de liaison Cergy-Pontoise-Le Défranc par Aérotrain.

septembre conformément à la tradition, de façon que l'ensemble du budget soit soumis au Parlement en octobre et voté avant la fin de décembre.

quelques détails près les prix ont subi une baisse de 10 à 15 % au cours du premier trimestre 1974. Le déficit de la balance des paiements a été de 24 milliards de francs en 1973, contre 10 milliards en 1972. Le déficit actuel, depuis le 12 juillet jusqu'à la fin du mois de septembre, est de 10 milliards. La France procède à ce qu'il est convenu d'appeler une « déflation budgétaire » dans le but de compenser au maximum le progressif renchérissement des importations. Le ministre des affaires économiques et du plan, Jacques Foccart, a déclaré que le rôle et le poids de la déflation budgétaire des crédits pour répondre aux besoins du lit ont été réduits. Le ministre de l'équipement, aménagement et l'énergie, Jean Lecanier, a déclaré que, cette année, extrêmement

anal d'un produit :  $105 \times 108 = 113,4$ ,  
soit une augmentation de 13,4 %.

**A RADIO-TÉLÉVISION**

AVANT LE DÉBAT PARLEMENTAIRE SUR LA RADIO-TÉLÉVISION

## Les syndicats de l'O.R.T.F. alertent l'opinion

Le projet de loi réorganisant la radio-télévision adossé invariablement par le conseil des ministres et par le conseil des députés, sera examiné par le Parlement le 23 juillet. Le Sénat dialogue un rapporteur ce jeudi, et M. André Rousset, secrétaire d'État, portera la loi devant le conseil des ministres. Le projet sera pour le commission des finances de l'Assemblée nationale. M. Jacques Chirac a déclaré au micro qu'il était « très satisfait » de la loi. Le rôle de la radio et des télévisions françaises permettrait « une gestion correcte », car ce système « évite les abus de la presse écrite ».

Le projet a éclairé l'opinion sur de nombreux points. Les députés ont constaté que les quatre sociétés de programmes seront dotées de conseils d'administration nommés pour trois ans ; ils ont constaté que les services (dans les ministères) de l'État, du Parlement, de l'action culturelle, un de la presse écrite et un du personnel, et ils ont constaté par une personnalité indépendante que la loi ne favorisait pas la diffusion, sans, aucun conseil plus important, de la presse écrite. Les députés ont constaté que les quatre sociétés de programmes, les quatre sociétés de radiodiffusion et les quatre sociétés de télévision seront toujours rattachées de la radio-télévision française. Ils ont constaté que les quatre sociétés de programmes seront financées par la production de la publicité, dont elles exerceront les tarifs.

Malgré ces constatations, les députés de la gauche gouvernementale ont connu les syndicats de l'O.R.F.T. et les partis de l'opposition manifestant leur opposition à la loi. Les députés de la droite, les intermédiaires de l'O.R.F.T. qui avait proposé de la loi, les journalistes de la presse écrite, les députés de la gauche et du centre et publicistes laïcs, sans télégraphe, ont constaté que la loi était une loi de la télévision. Elle a également ridé un important député de la gauche gouvernementale, qui porte le nom de l'Assemblée nationale, un dossier impressionnant.

## Par. MARTIN EVEN

d'information, de distraction et de culture s'inspirait de manière

## LA RÉORGANISATION DES THÉÂTRES

## De Strasbourg à Chaillot

Le projet, cette idée de la France, née, dans l'entre-deux-guerres, forgée dans la Résistance, appliquée, tant bien que mal sous la IV<sup>e</sup> République, renouée tant mal que bien sous l'ère gaullienne, c'était un concept idéaliste, socialisant, de l'Etat: l'Etat-providence, qui se substitue aux individus pour corriger les in-

[illegible]

fusion de la société libérale. L'État n'est nationalement les communications. L'Etat, peut-être un peu lourd dans son appareil, mais premier responsable du bien-être. Et la radio-télévision n'aurait pas, aux yeux de l'opinion, une telle importance. L'Etat est le maître des termes essentiels de la *civile society*, le modèle France, années 70. Elle est le loisir démocratique par excellence, offert pour une poignée de centimes qu'on ne peut pas se leurrer qu'il n'y ait pas de la réalité et le rêve, et ses seules limites sont celles de notre vie.

Mais les hommes ont vécu, et les projets aussi. Cela semblait évident. Mais ils ne l'étaient pas. Ils ne l'étaient pas.

Objet :	secrétariat de direction secrétariat médical
---------	---

Objet :	<b>secrétariat de direction secrétariat médical</b>
note partielle :	L'Ecole assure les connaissances pratiques indispensables, mais elle s'attache surtout à développer les qualités qui font d'un secrétaire un véritable collaborateur.
adresse :	40, rue de Liège - Paris 8 <sup>e</sup> tel. 387.58.83 - 387.52.90

Il reste que les éléments les plus politiques du Mouvement des Forces armées sont contrain-  
t de se rallier au parti car plus  
qu'ils ne l'auraient ex-  
pecté, ils ont constaté que  
l'appui renouvelé du parti commu-  
niste et du parti socialiste, les  
modérés du parti populaire  
démocratique de la République  
et du parti d'union dans la  
résistance. Mais ils ne peuvent  
plus se permettre le moindre  
échec. Les échecs ou les  
erreurs du nouveau gouverne-  
ment seront donc dénoncés  
immédiatement par des gen-  
darmes, une élite d'officiers  
prévus, et aux recommandations  
des jeunes officiers révolution-  
naires.

(Lire page 3 Particle



Journal de l'ISO

## EUROPE

### Portugal

Trois représentants du mouvement des « capitaines » figurent dans le gouvernement présidé par le colonel Gonçalves

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — Les « capitaines » ont gagné leur dernière bataille. Désormais, le gouvernement, Onze représentants du Mouvement des forces armées ont en effet été nommés ministres dans le second gouvernement Formé depuis le 25 avril et dont la composition a été annoncée, le mercredi 17 juillet, peu avant 10 heures, par le général Spínola, président de la République.

Ce n'est, il est vrai, qu'une demi-surprise, le nom du colonel Vasco Gonçalves, premier ministre, avait déjà illustré l'histoire portugaise des

capitaines sept portes au lieu d'un seul précédemment, et cependant pas complètement remis en cause la coalition qui soutient l'actuelle présidence. Mais, au sein du gouvernement, M. Álvaro Cunhal, secrétaire général du parti communiste, et M. João Soares, secrétaire général du parti socialiste, conservent le portefeuille des affaires étrangères et M. Salgado Zenha, entre autres du P.S., celui de la Justice. Chacune de ces nominations a donc permis au colonel de faire de la place aux militaires.

Si les dangers sont respectés, la coalition est nettement plus à l'aise. C'est ce que nous a fait officiellement annoncer : « Notre premier gouvernement était un centre mais louchait vers la droite, le second restera un centre mais louchera à gauche ». Le commandant Melo Antunes, chef du centre mais louchant vers la droite, le second restera un centre mais louchera à gauche. L'une des personnalités les plus avancées de la commission de coordination du M.P.A. Ses opinions ne l'avaient pas empêché, en 1973, de se présenter aux élections générales, alors qu'il « se proposait » avec qui n'avait pas accepté la censure-légitime que les « officiels » leur supprimaient encore la semaine dernière.

Pour quoi ? Comme d'habitude, c'est bien sûr, pour frapper les imaginations : une fois de plus, nous sommes en présence d'un centre mais louchant vers la droite, le second restera un centre mais louchera à gauche. L'une des personnalités les plus avancées de la commission de coordination du M.P.A. Ses opinions ne l'avaient pas empêché, en 1973, de se présenter aux élections générales, alors qu'il « se proposait » avec qui n'avait pas accepté la censure-légitime que les « officiels » leur supprimaient encore la semaine dernière.

Le glissement à gauche s'explique aussi du fait que les grands problèmes de la crise sont maintenant ceux qui touchent à la droite, le second restera un centre mais louchera à gauche. L'une des personnalités les plus avancées de la commission de coordination du M.P.A. Ses opinions ne l'avaient pas empêché, en 1973, de se présenter aux élections générales, alors qu'il « se proposait » avec qui n'avait pas accepté la censure-légitime que les « officiels » leur supprimaient encore la semaine dernière.

### Le lieutenant-colonel Miguel reste à la défense

Carles, l'autorité du président de la République est amoindrie de la crise. Le rôle désormais prépondérant de ceux qui furent les véritables soutiens du mouvement d'avril et qui le représentent avec les militaires, le rôle désormais prépondérant de ceux qui furent les véritables soutiens du mouvement d'avril et qui le représentent avec les militaires, le rôle désormais prépondérant de ceux qui furent les véritables soutiens du mouvement d'avril et qui le représentent avec les militaires.

La composition du nouveau cabinet exprime de façon évidente de tous les conseiller des équilibres politiques. La maintien du lieutenant-colonel Miguel à la défense, la nomination du lieutenant-colonel Miguel à la défense, la nomination du lieutenant-colonel Miguel à la défense, la nomination du lieutenant-colonel Miguel à la défense.

On a évoqué — pour expliquer ces lenteurs — la persistance d'importantes discussions entre le mouvement des forces armées et le général Spínola. Interrogé mardi soir, le premier ministre a

Au conseil des ministres

LA COOPÉRATION AVEC L'U.R.S.S.

Le ministre des affaires étrangères a présenté mardi 17 une communication sur la situation internationale, puis, sous le titre de « entrées », il a évoqué la

M. Giscard d'Estaing a noté à ce sujet que ce « regard doit être porté sur la situation internationale, puis, sous le titre de « entrées », il a évoqué la

Le ministre des affaires étrangères a présenté mardi 17 une communication sur la situation internationale, puis, sous le titre de « entrées », il a évoqué la

M. Giscard d'Estaing a noté à ce sujet que ce « regard doit être porté sur la situation internationale, puis, sous le titre de « entrées », il a évoqué la

Le ministre des affaires étrangères a présenté mardi 17 une communication sur la situation internationale, puis, sous le titre de « entrées », il a évoqué la

M. Giscard d'Estaing a noté à ce sujet que ce « regard doit être porté sur la situation internationale, puis, sous le titre de « entrées », il a évoqué la

Le ministre des affaires étrangères a présenté mardi 17 une communication sur la situation internationale, puis, sous le titre de « entrées », il a évoqué la

M. Giscard d'Estaing a noté à ce sujet que ce « regard doit être porté sur la situation internationale, puis, sous le titre de « entrées », il a évoqué la

Le ministre des affaires étrangères a présenté mardi 17 une communication sur la situation internationale, puis, sous le titre de « entrées », il a évoqué la

M. Giscard d'Estaing a noté à ce sujet que ce « regard doit être porté sur la situation internationale, puis, sous le titre de « entrées », il a évoqué la

Le ministre des affaires étrangères a présenté mardi 17 une communication sur la situation internationale, puis, sous le titre de « entrées », il a évoqué la

M. Giscard d'Estaing a noté à ce sujet que ce « regard doit être porté sur la situation internationale, puis, sous le titre de « entrées », il a évoqué la

Le ministre des affaires étrangères a présenté mardi 17 une communication sur la situation internationale, puis, sous le titre de « entrées », il a évoqué la

M. Giscard d'Estaing a noté à ce sujet que ce « regard doit être porté sur la situation internationale, puis, sous le titre de « entrées », il a évoqué la

### Grande-Bretagne

Un attentat à la Tour de Londres fait un mort et plus de trente blessés parmi les touristes

Londres (A.P.P., Reuters, A.P.). — Le bilan de l'explosion qui a eu lieu, mercredi 17 juillet, vers 14 heures, à la Tour de Londres, s'établit, ce jeudi matin, à un mort et trente-trois blessés, dont une dizaine, pour la plupart des enfants, sont gravement atteints.

Selon Scotland Yard, l'engin, qui était muni d'un mécanisme d'allumage, devait peser quelque 3 kilos. Il avait été déposé dans une salle de la Tour blanche, bordée de touristes britanniques et étrangers. Parmi les victimes se trouvent des touristes allemands, américains, suédois, danois et néo-zélandais, mais pas de Français. Une Anglaise a succombé pendant son transport à l'hôpital. Plusieurs enfants ont été mutilés. Les dégâts matériels sont peu importants, le mur de la forteresse ayant plus de 4 mètres d'épaisseur.

L'attentat de la Tour de Londres est bien sûr, pour frapper les imaginations : une fois de plus, nous sommes en présence d'un centre mais louchant vers la droite, le second restera un centre mais louchera à gauche. L'une des personnalités les plus avancées de la commission de coordination du M.P.A. Ses opinions ne l'avaient pas empêché, en 1973, de se présenter aux élections générales, alors qu'il « se proposait » avec qui n'avait pas accepté la censure-légitime que les « officiels » leur supprimaient encore la semaine dernière.

Pour quoi ? Comme d'habitude, c'est bien sûr, pour frapper les imaginations : une fois de plus, nous sommes en présence d'un centre mais louchant vers la droite, le second restera un centre mais louchera à gauche. L'une des personnalités les plus avancées de la commission de coordination du M.P.A. Ses opinions ne l'avaient pas empêché, en 1973, de se présenter aux élections générales, alors qu'il « se proposait » avec qui n'avait pas accepté la censure-légitime que les « officiels » leur supprimaient encore la semaine dernière.

Le glissement à gauche s'explique aussi du fait que les grands problèmes de la crise sont maintenant ceux qui touchent à la droite, le second restera un centre mais louchera à gauche. L'une des personnalités les plus avancées de la commission de coordination du M.P.A. Ses opinions ne l'avaient pas empêché, en 1973, de se présenter aux élections générales, alors qu'il « se proposait » avec qui n'avait pas accepté la censure-légitime que les « officiels » leur supprimaient encore la semaine dernière.

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

En fait, les théoriciens du Sinn Féin avaient la bonne conscience des tuteurs des « procès ». D'un côté, on a

### Italie

Les syndicats organiseront le 24 juillet une « journée de mobilisation et de lutte »

De notre correspondant

Rome. — Le 24 juillet sera une « journée de mobilisation et de lutte de la classe ouvrière », a décidé le secrétariat de la fédération unitaire des syndicats italiens. Le débat pour aboutir à cette décision a été long et serré, car les communistes et une partie des socialistes souhaitent une véritable journée de grève générale. C'est pour éviter la rupture, et un moment de discussion particulièrement épineux sur le concept de l'unité syndicale et de l'unité nationale, que le parti politique, que la formule sur laquelle se sont ralliés les opposants ne parle que de mobilisation et de lutte.

À la Chambre, le débat sur les décrets-lois économiques du gouvernement se poursuit en commission. Il s'agit de restreindre 3 000 milliards de lire de la circulation monétaire, mais les propositions gouvernementales se heurtent à de nombreuses objections et pour la première fois, le parti communiste a proposé une série de contre-mesures fiscales destinées à limiter contre l'inflation et la menace de récession. Ces contre-propositions, qui ne sont pas seulement critiques, mais aussi avant tout à défendre la justice sociale, a été rejetée notamment la suppression des privilèges fiscaux pour les particuliers. L'augmentation de l'impôt sur les revenus supérieurs à 10 millions de lire, pour les personnes qui ne représentent que 10 % de la base fiscale, sur le revenu.

La signification de l'attitude communiste est évidente : la volonté d'ouvrir une négociation avec la majorité gouvernementale pour débiter les mesures de restriction. Il ne s'agit pas d'un défi à la majorité, mais d'une série de propositions constructives. Elles obéissent à la logique d'unité du parti communiste. Le

La signification de l'attitude communiste est évidente : la volonté d'ouvrir une négociation avec la majorité gouvernementale pour débiter les mesures de restriction. Il ne s'agit pas d'un défi à la majorité, mais d'une série de propositions constructives. Elles obéissent à la logique d'unité du parti communiste. Le

La signification de l'attitude communiste est évidente : la volonté d'ouvrir une négociation avec la majorité gouvernementale pour débiter les mesures de restriction. Il ne s'agit pas d'un défi à la majorité, mais d'une série de propositions constructives. Elles obéissent à la logique d'unité du parti communiste. Le

La signification de l'attitude communiste est évidente : la volonté d'ouvrir une négociation avec la majorité gouvernementale pour débiter les mesures de restriction. Il ne s'agit pas d'un défi à la majorité, mais d'une série de propositions constructives. Elles obéissent à la logique d'unité du parti communiste. Le

La signification de l'attitude communiste est évidente : la volonté d'ouvrir une négociation avec la majorité gouvernementale pour débiter les mesures de restriction. Il ne s'agit pas d'un défi à la majorité, mais d'une série de propositions constructives. Elles obéissent à la logique d'unité du parti communiste. Le

La signification de l'attitude communiste est évidente : la volonté d'ouvrir une négociation avec la majorité gouvernementale pour débiter les mesures de restriction. Il ne s'agit pas d'un défi à la majorité, mais d'une série de propositions constructives. Elles obéissent à la logique d'unité du parti communiste. Le

La signification de l'attitude communiste est évidente : la volonté d'ouvrir une négociation avec la majorité gouvernementale pour débiter les mesures de restriction. Il ne s'agit pas d'un défi à la majorité, mais d'une série de propositions constructives. Elles obéissent à la logique d'unité du parti communiste. Le

La signification de l'attitude communiste est évidente : la volonté d'ouvrir une négociation avec la majorité gouvernementale pour débiter les mesures de restriction. Il ne s'agit pas d'un défi à la majorité, mais d'une série de propositions constructives. Elles obéissent à la logique d'unité du parti communiste. Le

La signification de l'attitude communiste est évidente : la volonté d'ouvrir une négociation avec la majorité gouvernementale pour débiter les mesures de restriction. Il ne s'agit pas d'un défi à la majorité, mais d'une série de propositions constructives. Elles obéissent à la logique d'unité du parti communiste. Le

La signification de l'attitude communiste est évidente : la volonté d'ouvrir une négociation avec la majorité gouvernementale pour débiter les mesures de restriction. Il ne s'agit pas d'un défi à la majorité, mais d'une série de propositions constructives. Elles obéissent à la logique d'unité du parti communiste. Le

La signification de l'attitude communiste est évidente : la volonté d'ouvrir une négociation avec la majorité gouvernementale pour débiter les mesures de restriction. Il ne s'agit pas d'un défi à la majorité, mais d'une série de propositions constructives. Elles obéissent à la logique d'unité du parti communiste. Le

# été SEUIL

6 Romans étrangers

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

Traduit de l'anglais par D. de Marguerie - 176 pages - 360 plus 36 F.

JOHN COWPER POWYS GIVRE ET SANG

"Cet ouvrage, au niveau des plus hautes et des plus belles de la littérature d'aujourd'hui" MARCEL BRION - LE MONDE

# DIPLOMATIE

A Vienne

## La conférence sur la réduction des forces s'ajourne sans avoir fait de progrès

De notre correspondant

Vienne. — La troisième phase des négociations sur la réduction des forces et des armements en Europe centrale s'est achevée le mercredi 17 juillet, à Vienne. Les participants ont convenu que le 18 septembre, les deux porte-paroles, le Polonais Tadeusz Stralik pour les pays du Pacte de Varsovie et le Britannique Charles Van Hiltop pour les Etats occidentaux, se sont accordés pour reconnaître qu'aucun progrès substantiel n'avait été enregistré jusqu'ici, mais pour faire entendre d'un prudent optimisme pour l'avenir.

Les négociations, en effet, continuent de hâter sur trois points : les Soviétiques et leurs alliés exigent que la réduction des forces concerne d'emblée aussi bien les troupes des Etats-Unis et de l'Union soviétique stationnées en Europe centrale que celles des pays situés dans cette zone. Les Occidentaux, en revanche, entendent limiter dans un premier temps la réduction des forces à celles des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. Au second lieu, les représentants du Pacte de Varsovie estiment que la limitation doit immédiatement porter aussi bien sur les forces aériennes et les forces de terre que sur les troupes terrestres. Les Occidentaux, en revanche, entendent limiter dans un premier temps la réduction des forces à celles des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. Au second lieu, les représentants du Pacte de Varsovie estiment que la limitation doit immédiatement porter aussi bien sur les forces aériennes et les forces de terre que sur les troupes terrestres.

Le récent voyage du président Nixon à Moscou a montré que dans les deux camps l'indécision des militaires, plus exigeants, ne faisait que croître. Ce n'est certes pas un état d'esprit susceptible de favoriser un succès rapide de ces négociations de Vienne. — B. M.

## La rencontre entre MM. Giscard d'Estaing et Wilson

(Suite de la première page.)

Que veut le premier britannique ? Ne s'agit-il d'un véritable à la Communauté que pour gagner les prochaines élections ? Autant de questions qui demeurent à M. Giscard d'Estaing l'occasion de répondre son interlocuteur « au fond des yeux » pour y trouver la réponse. Quant à M. Wilson, il cherchera à savoir jusqu'où il peut aller sans démentir la Communauté et éventuellement, en la démentant.

Après les interventions de M. Callaghan au conseil des ministres de la Communauté, les 17 et 18 juin, on peut ranger sous cinq chapitres les revendications britanniques. Le premier était de loin le plus important, car il porte sur un principe fondamental.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, le budget de la Communauté doit, en principe, être entièrement financé par des « ressources propres », c'est-à-dire indépendantes des gouvernements. Ces ressources proviendront de la totalité des taxes douanières perçues aux frontières de la C.E.E. plus, en complément, un certain pourcentage de la T.V.A. Les Anglais déclarent que ce système est inacceptable et veulent y introduire des correctifs. Selon leurs calculs, le système des « ressources propres » amènera la Grande-Bretagne à contribuer, en 1979, pour 34 % au budget communautaire, alors qu'elle n'en recouvrera que 10 %, et que le profit national britannique ne représentera plus que 14 % du produit de la Communauté.

En revanche, les Etats-Unis veulent faire de nécessité vertu en négociant le retrait d'Europe de troupes qu'ils sont décidés de toute façon à ramener de l'autre côté de l'Atlantique. Le récent voyage du président Nixon à Moscou a montré que dans les deux camps l'indécision des militaires, plus exigeants, ne faisait que croître. Ce n'est certes pas un état d'esprit susceptible de favoriser un succès rapide de ces négociations de Vienne. — B. M.

quelques nuances chez les Néerlandais. La seconde pourrait trouver des oreilles plus complaisantes. Elle porte sur la politique agricole commune. Les Britanniques demandent que les critères de fixation des prix tiennent plus compte des exploitations les plus rentables et de l'intérêt des consommateurs. Dans le même esprit, ils veulent que les interventions communautaires sur le marché du lait, des céréales et des bovins soient « élargies » et que la Communauté soit plus ouverte aux produits laitiers de Nouvelle-Zélande, au sucre du Commonwealth, au blé américain et aux produits agricoles transformés du reste du monde. La France, qui est la principale productrice agricole de la Communauté, ne peut pas accepter l'Europe est de se doter d'une agriculture protégée qui la mette à l'abri des fluctuations agricoles mondiales. Les risques de pénurie alimentaire ne peuvent plus être ignorés. On ne peut donc pas accepter l'Europe est de se doter d'une agriculture protégée qui la mette à l'abri des fluctuations agricoles mondiales.

La troisième revendication britannique, celle de la présidence de la Communauté, a été rejetée par les autres membres de la Communauté. Si chacun doit, chaque année, retrouver exactement le même, il est inutile d'avoir un budget commun. Cet argument est cependant avancé avec une certaine obstination, car le gouvernement français n'a pas le droit de laisser à l'Europe le droit de faire retour à son sein de l'Europe, ce qui contribuerait à paralyser cet organe.

Cette première revendication britannique fait, contre elle, la question de la présidence de la Communauté, en tant que celle des six fondateurs, avec

quelques nuances chez les Néerlandais. La seconde pourrait trouver des oreilles plus complaisantes. Elle porte sur la politique agricole commune. Les Britanniques demandent que les critères de fixation des prix tiennent plus compte des exploitations les plus rentables et de l'intérêt des consommateurs. Dans le même esprit, ils veulent que les interventions communautaires sur le marché du lait, des céréales et des bovins soient « élargies » et que la Communauté soit plus ouverte aux produits laitiers de Nouvelle-Zélande, au sucre du Commonwealth, au blé américain et aux produits agricoles transformés du reste du monde. La France, qui est la principale productrice agricole de la Communauté, ne peut pas accepter l'Europe est de se doter d'une agriculture protégée qui la mette à l'abri des fluctuations agricoles mondiales. Les risques de pénurie alimentaire ne peuvent plus être ignorés. On ne peut donc pas accepter l'Europe est de se doter d'une agriculture protégée qui la mette à l'abri des fluctuations agricoles mondiales.

Qu'est-ce que l'« union européenne » ? Résumons, les Britanniques demandent des amendements à la politique industrielle et la mise en œuvre d'une politique nationale. C'est l'Allemagne fédérale qui est le plus vif, du temps même que le conflit d'intérêt entre la Grande-Bretagne — qui espère être des deux premiers bénéficiaires de l'aide aux régions européennes sous-développées — et l'Allemagne fédérale — qui sera le gros payeur — a bloqué la politique régionale.

Enfin, à cette liste portant sur la Communauté telle qu'elle est définie dans le traité de Rome, il faut ajouter l'attitude du gouvernement britannique à l'égard du projet d'union économique et monétaire — actuellement dans l'impasse — et de l'union européenne, objectif que les chefs

reste fait écho, à plusieurs reprises, dans le discours tenu, d'une part, par M. Denis Healey, chancelier de l'Echiquier, partisan d'intégration, et d'autre part, par M. Anthony Wedgwood Benn, ministre de l'Industrie, et son secrétaire d'Etat, Lord Bewick, qui sont d'un avis contraire.

La France, pour sa part, s'en tient à la position arrêtée au début de l'année : mise en fabrication de trois nouveaux exemplaires, qui porteraient la série totale à dix-neuf appareils, adjoignant un réservoir supplémentaire à partir du dixième exemplaire pour en accroître le rayon d'action et le rendement des chaînes de production à un niveau permettant le cas échéant d'absorber la fabrication sans difficultés.

La France, pour sa part, s'en tient à la position arrêtée au début de l'année : mise en fabrication de trois nouveaux exemplaires, qui porteraient la série totale à dix-neuf appareils, adjoignant un réservoir supplémentaire à partir du dixième exemplaire pour en accroître le rayon d'action et le rendement des chaînes de production à un niveau permettant le cas échéant d'absorber la fabrication sans difficultés.

Le gouvernement français et le gouvernement britannique ont signé, à l'unanimité, un traité qui consacre la décision des deux pays de construire le tunnel sous la Manche. Ce traité définit les pouvoirs et les autorisations à donner aux sociétés privées chargées de la construction et à l'« Autorité d'exploitation », organisme public franco-britannique qui sera chargé d'assurer l'exploitation de l'ouvrage.

Le projet de tunnel sous la Manche. Le gouvernement français et le gouvernement britannique ont signé, à l'unanimité, un traité qui consacre la décision des deux pays de construire le tunnel sous la Manche. Ce traité définit les pouvoirs et les autorisations à donner aux sociétés privées chargées de la construction et à l'« Autorité d'exploitation », organisme public franco-britannique qui sera chargé d'assurer l'exploitation de l'ouvrage.

Le projet de tunnel sous la Manche. Le gouvernement français et le gouvernement britannique ont signé, à l'unanimité, un traité qui consacre la décision des deux pays de construire le tunnel sous la Manche. Ce traité définit les pouvoirs et les autorisations à donner aux sociétés privées chargées de la construction et à l'« Autorité d'exploitation », organisme public franco-britannique qui sera chargé d'assurer l'exploitation de l'ouvrage.

Le projet de tunnel sous la Manche. Le gouvernement français et le gouvernement britannique ont signé, à l'unanimité, un traité qui consacre la décision des deux pays de construire le tunnel sous la Manche. Ce traité définit les pouvoirs et les autorisations à donner aux sociétés privées chargées de la construction et à l'« Autorité d'exploitation », organisme public franco-britannique qui sera chargé d'assurer l'exploitation de l'ouvrage.

Le projet de tunnel sous la Manche. Le gouvernement français et le gouvernement britannique ont signé, à l'unanimité, un traité qui consacre la décision des deux pays de construire le tunnel sous la Manche. Ce traité définit les pouvoirs et les autorisations à donner aux sociétés privées chargées de la construction et à l'« Autorité d'exploitation », organisme public franco-britannique qui sera chargé d'assurer l'exploitation de l'ouvrage.

## Voici comment opère un malfaiteur.



La force d'un malfaiteur c'est sa rapidité.



Il s'empare d'un sac et disparaît instantanément.



En voyage, c'est dangereux d'avoir de l'argent liquide sur soi. Emportez plutôt des chèques de voyage American Express en Francs Français. Vous ne pouvez rien faire contre un malfaiteur. Mais maintenant, vous pouvez protéger l'argent que vous emportez avec vous en prenant des chèques de voyage. C'est sûr et ils remplacent l'argent liquide. Quels chèques de voyage choisir ? Nous vous recommandons les chèques de voyage American Express en Francs Français. Voici pourquoi : la différence de l'argent liquide, si jamais on vous le vole ou si vous les perdez, nous vous les remplaçons, généralement le jour même. Il vous suffit de faire une déclaration de perte en personne, à l'un des 883 bureaux, filiales et représentants de l'American Express, le plus proche. Et ce n'est pas tout. Les chèques de voyage American Express sont les plus acceptés dans le monde entier.

Les chèques de voyage American Express sont disponibles en Francs Français : en chèques de 50 F, 100 F, 200 F et 500 F. Vous pouvez aussi les demander en 6 autres monnaies internationales à votre banque. Lorsque vous voyagez à l'étranger, protégez votre argent : emportez les chèques de voyage American Express en Francs Français. Parce que cela pourrait bien vous arriver à vous aussi.



Chèques de voyage American Express en Francs Français

A PARIS

## Un comité interministériel a préparé les décisions sur-Concorde

Réuni autour de M. Chirac, un comité interministériel s'est réuni, mercredi, de Concorde. Aucune décision n'a été prise, mais l'avis du comité interministériel a été communiqué le 11 juillet. Le comité interministériel a été réuni, mercredi, de Concorde. Aucune décision n'a été prise, mais l'avis du comité interministériel a été communiqué le 11 juillet.

Le comité interministériel s'est réuni, mercredi, de Concorde. Aucune décision n'a été prise, mais l'avis du comité interministériel a été communiqué le 11 juillet. Le comité interministériel a été réuni, mercredi, de Concorde. Aucune décision n'a été prise, mais l'avis du comité interministériel a été communiqué le 11 juillet.

Le comité interministériel s'est réuni, mercredi, de Concorde. Aucune décision n'a été prise, mais l'avis du comité interministériel a été communiqué le 11 juillet. Le comité interministériel a été réuni, mercredi, de Concorde. Aucune décision n'a été prise, mais l'avis du comité interministériel a été communiqué le 11 juillet.

Le comité interministériel s'est réuni, mercredi, de Concorde. Aucune décision n'a été prise, mais l'avis du comité interministériel a été communiqué le 11 juillet. Le comité interministériel a été réuni, mercredi, de Concorde. Aucune décision n'a été prise, mais l'avis du comité interministériel a été communiqué le 11 juillet.

Le comité interministériel s'est réuni, mercredi, de Concorde. Aucune décision n'a été prise, mais l'avis du comité interministériel a été communiqué le 11 juillet. Le comité interministériel a été réuni, mercredi, de Concorde. Aucune décision n'a été prise, mais l'avis du comité interministériel a été communiqué le 11 juillet.

Le comité interministériel s'est réuni, mercredi, de Concorde. Aucune décision n'a été prise, mais l'avis du comité interministériel a été communiqué le 11 juillet. Le comité interministériel a été réuni, mercredi, de Concorde. Aucune décision n'a été prise, mais l'avis du comité interministériel a été communiqué le 11 juillet.

Le comité interministériel s'est réuni, mercredi, de Concorde. Aucune décision n'a été prise, mais l'avis du comité interministériel a été communiqué le 11 juillet. Le comité interministériel a été réuni, mercredi, de Concorde. Aucune décision n'a été prise, mais l'avis du comité interministériel a été communiqué le 11 juillet.

Le comité interministériel s'est réuni, mercredi, de Concorde. Aucune décision n'a été prise, mais l'avis du comité interministériel a été communiqué le 11 juillet. Le comité interministériel a été réuni, mercredi, de Concorde. Aucune décision n'a été prise, mais l'avis du comité interministériel a été communiqué le 11 juillet.



19 et Wilson

# DIPLOMATIE

# PROCHE-ORIENT

# AMÉRIQUES

## A Trieste

La conférence sur les minorités a donné lieu à un large et utile échange de vues

De notre envoyée spéciale

Trieste - La conférence internationale sur les minorités vient de s'achever. Pendant cinq jours, dans l'hôtel de ville de Trieste, sous la direction de Michele Zanetti, président de la province, près d'un millier de participants ont participé à une conférence de la minorité italienne à Trieste et à la participation de cette dernière. Ce qui s'est passé par la situation géographique de Trieste et la présence de la Yougoslavie voisine était tellement évident que les représentants des minorités de Trieste et de la région ont pu échanger des vues sur les difficultés faites aux minorités relevant des deux pays, les régimes politiques et les problèmes économiques importants dans la région.

En fait, aucun autre parole des minorités de Trieste autres que yugoslaves n'était là pour les représenter; elles avaient pourtant été invitées par les organisateurs par le truchement des représentants diplomatiques des États du bloc soviétique. C'est dire que le sort de ces minorités est très préoccupant. Les représentants de quelques-unes des minorités de Trieste et de ceux des communes italiennes voisines ont pu échanger des vues sur les difficultés faites aux minorités relevant des deux pays, les régimes politiques et les problèmes économiques importants dans la région.

En fait, aucun autre parole des minorités de Trieste autres que yugoslaves n'était là pour les représenter; elles avaient pourtant été invitées par les organisateurs par le truchement des représentants diplomatiques des États du bloc soviétique. C'est dire que le sort de ces minorités est très préoccupant. Les représentants de quelques-unes des minorités de Trieste et de ceux des communes italiennes voisines ont pu échanger des vues sur les difficultés faites aux minorités relevant des deux pays, les régimes politiques et les problèmes économiques importants dans la région.

En fait, aucun autre parole des minorités de Trieste autres que yugoslaves n'était là pour les représenter; elles avaient pourtant été invitées par les organisateurs par le truchement des représentants diplomatiques des États du bloc soviétique. C'est dire que le sort de ces minorités est très préoccupant. Les représentants de quelques-unes des minorités de Trieste et de ceux des communes italiennes voisines ont pu échanger des vues sur les difficultés faites aux minorités relevant des deux pays, les régimes politiques et les problèmes économiques importants dans la région.

En fait, aucun autre parole des minorités de Trieste autres que yugoslaves n'était là pour les représenter; elles avaient pourtant été invitées par les organisateurs par le truchement des représentants diplomatiques des États du bloc soviétique. C'est dire que le sort de ces minorités est très préoccupant. Les représentants de quelques-unes des minorités de Trieste et de ceux des communes italiennes voisines ont pu échanger des vues sur les difficultés faites aux minorités relevant des deux pays, les régimes politiques et les problèmes économiques importants dans la région.

Israël accepterait de rendre au roi Hussein « la plus grande partie » de la Cisjordanie

déclare M. Bar Lev

M. Haim Bar Lev, ministre israélien du commerce et de l'industrie et ancien chef d'état-major de l'armée israélienne, a déclaré le mercredi 17 juillet aux journalistes qui l'accompagnaient au cours de sa visite en Israël.

M. Bar Lev a déclaré qu'il accepterait de rendre au roi Hussein « la plus grande partie » de la Cisjordanie à condition que celui-ci accepte de rendre à Israël la plus grande partie de la Cisjordanie.

M. Bar Lev a déclaré qu'il accepterait de rendre au roi Hussein « la plus grande partie » de la Cisjordanie à condition que celui-ci accepte de rendre à Israël la plus grande partie de la Cisjordanie.

M. Bar Lev a déclaré qu'il accepterait de rendre au roi Hussein « la plus grande partie » de la Cisjordanie à condition que celui-ci accepte de rendre à Israël la plus grande partie de la Cisjordanie.

M. Bar Lev a déclaré qu'il accepterait de rendre au roi Hussein « la plus grande partie » de la Cisjordanie à condition que celui-ci accepte de rendre à Israël la plus grande partie de la Cisjordanie.

M. Bar Lev a déclaré qu'il accepterait de rendre au roi Hussein « la plus grande partie » de la Cisjordanie à condition que celui-ci accepte de rendre à Israël la plus grande partie de la Cisjordanie.

M. Bar Lev a déclaré qu'il accepterait de rendre au roi Hussein « la plus grande partie » de la Cisjordanie à condition que celui-ci accepte de rendre à Israël la plus grande partie de la Cisjordanie.

M. Bar Lev a déclaré qu'il accepterait de rendre au roi Hussein « la plus grande partie » de la Cisjordanie à condition que celui-ci accepte de rendre à Israël la plus grande partie de la Cisjordanie.

## États-Unis

### L'AFFAIRE DU WATERGATE

LA COMMISSION JUDICIAIRE DE LA CHAMBRE se prononcera sur l'impeachment - le 26 juillet

De notre correspondant

Washington - Les travaux de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, qui mène la procédure d'impeachment, ont pris fin le mercredi 17 juillet. La commission a rendu un rapport de sept mille deux cent pages, estimant provisoirement les dépenses à plus de 15 millions de dollars.

Il faut bien constater, par ailleurs, que les nouvelles révélations sur l'affaire du Watergate ne sont pas les dernières. Les membres de la commission judiciaire ont rendu un rapport de sept mille deux cent pages, estimant provisoirement les dépenses à plus de 15 millions de dollars.

Il faut bien constater, par ailleurs, que les nouvelles révélations sur l'affaire du Watergate ne sont pas les dernières. Les membres de la commission judiciaire ont rendu un rapport de sept mille deux cent pages, estimant provisoirement les dépenses à plus de 15 millions de dollars.

Il faut bien constater, par ailleurs, que les nouvelles révélations sur l'affaire du Watergate ne sont pas les dernières. Les membres de la commission judiciaire ont rendu un rapport de sept mille deux cent pages, estimant provisoirement les dépenses à plus de 15 millions de dollars.

Il faut bien constater, par ailleurs, que les nouvelles révélations sur l'affaire du Watergate ne sont pas les dernières. Les membres de la commission judiciaire ont rendu un rapport de sept mille deux cent pages, estimant provisoirement les dépenses à plus de 15 millions de dollars.

Il faut bien constater, par ailleurs, que les nouvelles révélations sur l'affaire du Watergate ne sont pas les dernières. Les membres de la commission judiciaire ont rendu un rapport de sept mille deux cent pages, estimant provisoirement les dépenses à plus de 15 millions de dollars.

Il faut bien constater, par ailleurs, que les nouvelles révélations sur l'affaire du Watergate ne sont pas les dernières. Les membres de la commission judiciaire ont rendu un rapport de sept mille deux cent pages, estimant provisoirement les dépenses à plus de 15 millions de dollars.

## UN DIRIGEANT PALESTINIEN EST ARRÊTÉ EN JORDANIE

De notre correspondant

Beirut (A.P.) - M. Saleh Bazzal, membre du bureau politique du Front démocratique et populaire pour la libération de la Palestine, ancien membre du bureau politique du Conseil national palestinien, a été arrêté le 17 juillet en Jordanie.

M. Bazzal a été arrêté par les services de renseignements jordanien. Il est accusé d'être un agent du Front démocratique et populaire pour la libération de la Palestine.

M. Bazzal a été arrêté par les services de renseignements jordanien. Il est accusé d'être un agent du Front démocratique et populaire pour la libération de la Palestine.

M. Bazzal a été arrêté par les services de renseignements jordanien. Il est accusé d'être un agent du Front démocratique et populaire pour la libération de la Palestine.

M. Bazzal a été arrêté par les services de renseignements jordanien. Il est accusé d'être un agent du Front démocratique et populaire pour la libération de la Palestine.

M. Bazzal a été arrêté par les services de renseignements jordanien. Il est accusé d'être un agent du Front démocratique et populaire pour la libération de la Palestine.

## AFRIQUE

Éthiopie  
ARRESTATION DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'ÉRYTHÉE

Le gouverneur général de l'Érythrée, le lieutenant général Debebe Dilel, a été arrêté le 17 juillet par les forces armées du Nord.

Le gouverneur général de l'Érythrée, le lieutenant général Debebe Dilel, a été arrêté le 17 juillet par les forces armées du Nord.

Le gouverneur général de l'Érythrée, le lieutenant général Debebe Dilel, a été arrêté le 17 juillet par les forces armées du Nord.

Le gouverneur général de l'Érythrée, le lieutenant général Debebe Dilel, a été arrêté le 17 juillet par les forces armées du Nord.

## ASIE

Indochine  
LA REINE DU CAMBODGE SE TROUVE DANS UN « ÉTAT CRITIQUE »

La reine du Cambodge, Sisowath Sihanouk, se trouve dans un « état critique ».

La reine du Cambodge, Sisowath Sihanouk, se trouve dans un « état critique ».

La reine du Cambodge, Sisowath Sihanouk, se trouve dans un « état critique ».

La reine du Cambodge, Sisowath Sihanouk, se trouve dans un « état critique ».

## Angola

Les incidents raciaux de Luanda ont fait trente-cinq morts et cent vingt-cinq blessés

En Angola, le bilan des affrontements de Luanda a été de trente-cinq morts et cent vingt-cinq blessés.

En Angola, le bilan des affrontements de Luanda a été de trente-cinq morts et cent vingt-cinq blessés.

En Angola, le bilan des affrontements de Luanda a été de trente-cinq morts et cent vingt-cinq blessés.

En Angola, le bilan des affrontements de Luanda a été de trente-cinq morts et cent vingt-cinq blessés.

## Éthiopie

ARRESTATION DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'ÉRYTHÉE

Le gouverneur général de l'Érythrée, le lieutenant général Debebe Dilel, a été arrêté le 17 juillet par les forces armées du Nord.

Le gouverneur général de l'Érythrée, le lieutenant général Debebe Dilel, a été arrêté le 17 juillet par les forces armées du Nord.

Le gouverneur général de l'Érythrée, le lieutenant général Debebe Dilel, a été arrêté le 17 juillet par les forces armées du Nord.

Le gouverneur général de l'Érythrée, le lieutenant général Debebe Dilel, a été arrêté le 17 juillet par les forces armées du Nord.

## A TRAVERS LE MONDE

### Argentine

M. DAVID KRINGSBURG, directeur du quotidien *El Día*, a été arrêté le 17 juillet par les forces armées du Nord.

### Corée du Nord

DEUX MEMBRES DE L'OPPOSITION, MM. Kim Yung Sam, député et vice-président du nouveau parti démocratique (opposition), et Choi Kyung Woo, ont été arrêtés le 17 juillet.

### Espagne

LE PRINCE JUAN CARLOS, futur roi d'Espagne, a été arrêté le 17 juillet par les forces armées du Nord.

## Indochine

LA REINE DU CAMBODGE SE TROUVE DANS UN « ÉTAT CRITIQUE »

La reine du Cambodge, Sisowath Sihanouk, se trouve dans un « état critique ».

La reine du Cambodge, Sisowath Sihanouk, se trouve dans un « état critique ».

La reine du Cambodge, Sisowath Sihanouk, se trouve dans un « état critique ».

La reine du Cambodge, Sisowath Sihanouk, se trouve dans un « état critique ».

### Pologne

L'ATHLÈTE ANDRZEJ BARDACH, entraîneur d'un club de football, a été arrêté le 17 juillet par les forces armées du Nord.

### Chine

DES BANDES MAGNÉTIQUES AURAIENT DISPARU

Les dernières affiches annonçant la disparition de bandes magnétiques à l'usine de Watergate ont été trouvées.

### Israël

LA COMMISSION JUDICIAIRE DE LA CHAMBRE se prononcera sur l'impeachment - le 26 juillet

### Angola

Les incidents raciaux de Luanda ont fait trente-cinq morts et cent vingt-cinq blessés

### Éthiopie

ARRESTATION DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'ÉRYTHÉE

### Indochine

LA REINE DU CAMBODGE SE TROUVE DANS UN « ÉTAT CRITIQUE »

### Pologne

L'ATHLÈTE ANDRZEJ BARDACH, entraîneur d'un club de football, a été arrêté le 17 juillet par les forces armées du Nord.

### Chine

DES BANDES MAGNÉTIQUES AURAIENT DISPARU

**MAROC**  
POUR UN SEJOUR  
REINER AU MAROC  
LASRY VOYAGES

**Gestetner**  
Reproduction ultra-rapide  
des résultats officiels du  
Tour de France.

**Le n° 1 de TRAFIC**  
AU SOMMAIRE :  
La vérité sur le para-brise dangereux.  
Le Para-brise de Crouse.  
Des exercices pour rester en forme un volant.  
La carte des cyclomoteurs.  
Un jeu test pour tous les conducteurs.  
La sécurité de votre enfant.  
Trente-deux tests pour trouver la bonne occasion.

**TRAFIC**  
LE MAGAZINE PRATIQUE DE LA RUE ET DE LA ROUTE  
Des milliers de suggestions pour votre sécurité et celle de votre famille, pour connaître vos droits et les défendre, pour rouler enfin heureux sur les routes de France.

**Performance Journalière de Gestetner**  
Reproduction ultra-rapide  
des résultats officiels du  
Tour de France.

**Le n° 1 de TRAFIC**  
AU SOMMAIRE :  
La vérité sur le para-brise dangereux.  
Le Para-brise de Crouse.  
Des exercices pour rester en forme un volant.  
La carte des cyclomoteurs.  
Un jeu test pour tous les conducteurs.  
La sécurité de votre enfant.  
Trente-deux tests pour trouver la bonne occasion.

**TRAFIC**  
LE MAGAZINE PRATIQUE DE LA RUE ET DE LA ROUTE  
Des milliers de suggestions pour votre sécurité et celle de votre famille, pour connaître vos droits et les défendre, pour rouler enfin heureux sur les routes de France.

**Performance Journalière de Gestetner**  
Reproduction ultra-rapide  
des résultats officiels du  
Tour de France.

**Le n° 1 de TRAFIC**  
AU SOMMAIRE :  
La vérité sur le para-brise dangereux.  
Le Para-brise de Crouse.  
Des exercices pour rester en forme un volant.  
La carte des cyclomoteurs.  
Un jeu test pour tous les conducteurs.  
La sécurité de votre enfant.  
Trente-deux tests pour trouver la bonne occasion.

**TRAFIC**  
LE MAGAZINE PRATIQUE DE LA RUE ET DE LA ROUTE  
Des milliers de suggestions pour votre sécurité et celle de votre famille, pour connaître vos droits et les défendre, pour rouler enfin heureux sur les routes de France.

**Performance Journalière de Gestetner**  
Reproduction ultra-rapide  
des résultats officiels du  
Tour de France.

**Le n° 1 de TRAFIC**  
AU SOMMAIRE :  
La vérité sur le para-brise dangereux.  
Le Para-brise de Crouse.  
Des exercices pour rester en forme un volant.  
La carte des cyclomoteurs.  
Un jeu test pour tous les conducteurs.  
La sécurité de votre enfant.  
Trente-deux tests pour trouver la bonne occasion.

**TRAFIC**  
LE MAGAZINE PRATIQUE DE LA RUE ET DE LA ROUTE  
Des milliers de suggestions pour votre sécurité et celle de votre famille, pour connaître vos droits et les défendre, pour rouler enfin heureux sur les routes de France.

**Performance Journalière de Gestetner**  
Reproduction ultra-rapide  
des résultats officiels du  
Tour de France.

**Le n° 1 de TRAFIC**  
AU SOMMAIRE :  
La vérité sur le para-brise dangereux.  
Le Para-brise de Crouse.  
Des exercices pour rester en forme un volant.  
La carte des cyclomoteurs.  
Un jeu test pour tous les conducteurs.  
La sécurité de votre enfant.  
Trente-deux tests pour trouver la bonne occasion.

**TRAFIC**  
LE MAGAZINE PRATIQUE DE LA RUE ET DE LA ROUTE  
Des milliers de suggestions pour votre sécurité et celle de votre famille, pour connaître vos droits et les défendre, pour rouler enfin heureux sur les routes de France.

**Performance Journalière de Gestetner**  
Reproduction ultra-rapide  
des résultats officiels du  
Tour de France.

**Le n° 1 de TRAFIC**  
AU SOMMAIRE :  
La vérité sur le para-brise dangereux.  
Le Para-brise de Crouse.  
Des exercices pour rester en forme un volant.  
La carte des cyclomoteurs.  
Un jeu test pour tous les conducteurs.  
La sécurité de votre enfant.  
Trente-deux tests pour trouver la bonne occasion.

**TRAFIC**  
LE MAGAZINE PRATIQUE DE LA RUE ET DE LA ROUTE  
Des milliers de suggestions pour votre sécurité et celle de votre famille, pour connaître vos droits et les défendre, pour rouler enfin heureux sur les routes de France.

**Performance Journalière de Gestetner**  
Reproduction ultra-rapide  
des résultats officiels du  
Tour de France.

**Le n° 1 de TRAFIC**  
AU SOMMAIRE :  
La vérité sur le para-brise dangereux.  
Le Para-brise de Crouse.  
Des exercices pour rester en forme un volant.  
La carte des cyclomoteurs.  
Un jeu test pour tous les conducteurs.  
La sécurité de votre enfant.  
Trente-deux tests pour trouver la bonne occasion.

**TRAFIC**  
LE MAGAZINE PRATIQUE DE LA RUE ET DE LA ROUTE  
Des milliers de suggestions pour votre sécurité et celle de votre famille, pour connaître vos droits et les défendre, pour rouler enfin heureux sur les routes de France.

**Performance Journalière de Gestetner**  
Reproduction ultra-rapide  
des résultats officiels du  
Tour de France.

**Le n° 1 de TRAFIC**  
AU SOMMAIRE :  
La vérité sur le para-brise dangereux.  
Le Para-brise de Crouse.  
Des exercices pour rester en forme un volant.  
La carte des cyclomoteurs.  
Un jeu test pour tous les conducteurs.  
La sécurité de votre enfant.  
Trente-deux tests pour trouver la bonne occasion.

**TRAFIC**  
LE MAGAZINE PRATIQUE DE LA RUE ET DE LA ROUTE  
Des milliers de suggestions pour votre sécurité et celle de votre famille, pour connaître vos droits et les défendre, pour rouler enfin heureux sur les routes de France.

# La Papouasie-Nouvelle-Guinée, ou les tribus contre les banques

## III. — ILLICH OU MCNAMARA ?

De notre envoyé spécial JACQUES DECORNOY

En voie de décolonisation, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a été fortement marquée par les multiples formes de présence blanche. Son premier ministre, M. Michael Somare, est dévoué à respecter les particularismes locaux, tout en préservant l'unité de l'archipel. Il espère que son peuple découvrira un mode de vie adapté à ses traditions (le Monde - des 17 et 18 juillet).

Goroka. — On commence à trouver, sur les hauteurs, des écoles de missions qui vivent en autarcie : écoliers et maîtres doivent suffire à leurs besoins, cultivent le taro, élèvent poules et cochons, etc. Le travail manuel n'est plus une activité parmi les autres — et souvent dédaignée. Mais à l'école normale d'instituteurs de Goroka, on n'est pas combattive par nombre d'enseignants locaux ne leur a-t-on pas appris à lire des « instructions » des bureaucrates, des sortes d'Australiens noirs ? Or le ministre, M. Michael Somare, a, en avril dernier, lâché une bombe lors d'un séminaire consacré à l'éducation : « L'éducation traditionnelle apprend aux habitants de Papouasie-Nouvelle-Guinée à se suffire à eux-mêmes (...). Mais l'homme blanc a tout changé, a-t-il déclaré d'entrée de jeu. Alors que l'éducation traditionnelle était connaissance de la voie de vivre ou village, l'éducation occidentale est devenue un moyen de partir du village, de se faire attirer par le monde extérieur, la vie urbaine, les lumières de la ville (...). Le système australien transporté ici a entraîné de leurs propres communautés les gens instruits. La plupart du temps les chefs naturels de ces communautés, qui étaient la recherche de davantage d'argent, et d'un style de vie plus occidental. Parce que le style de vie australien, par sa simple présence ici, a été considéré comme un but à atteindre, nos gens ne réalisent pas encore que l'éducation peut être bénéfique, comme elle peut être dangereuse. » M. Somare a ensuite pris à partie ceux de ses éminents collaborateurs — dont un ministre, M. Kaputin, qui est un Tola — pour qui transformer le système d'éducation aboutirait à le rendre « inférieur ».

### Rien ne presse

Illich, qui, il y a deux ans, a fait à l'université de Port-Moresby une intervention, comme toujours sans tarder, a-t-il laissé des traces ? Il a dénoncé cette forme particulièrement nocive du culte du cargo, et le culte de la « décolonisation » : il a vanté les mérites de la déprofessionnalisation, dans le secteur médical en particulier, préférant le bon sens des gens du cru aux tentatives des docteurs. A se lancer dans le système capitaliste occidental, a-t-il dit, la Papouasie-Nouvelle-Guinée ne fera que se transformer en « le plus bas des continents de l'univers ». Et voici que M. Somare s'en prend aux experts étrangers qui viennent lui conseiller de développer rapidement le système d'enseignement. Et qui paiera ? dit-il. De toute façon, l'important est de « porter l'instruction et la technique dans les villages », et non de faire l'univers. En 1972, il en coûtait 44 200 dollars australiens pour former un étudiant à l'université de Lae ; investissement pas forcément rentable. Il peut même contribuer à détruire la société sans rien bâtir à la place. Que deviennent les communautés rurales dans le système occidental ? Quel est le sens de ces colporteurs internationaux qui courent les jeunes du territoire ? Que les villageois exigent donc leurs écoles, qu'ils sachent leurs parents ! Quels apprennent en priorité des techniques, leur langue locale ? Que les programmes soient d'abord fixés en fonction des données culturelles nationales et régionales !

M. Michael Somare parle d'or. Nous avons entendu dans un bar un jeune homme papouasien déplorer « ces intellectuels de l'université qui parlent toujours de la Tansal, la Tansal, a-t-il ajouté, pour s'en servir à leur profit ». A l'air d'un homme qui a vu de tout, il dit, si l'exemple tanzanien est démenti dans certains cercles. M. Somare nous paraît surtout s'insérer d'un gros bon sens dans la gaffe chassée et lourde de ses fiers : il parle au nom de l'homme simple, il veut le décoloniser, ou lui éviter une colonisation économique et culturelle qui, par mille canaux, peut se développer après l'indépendance. Les peuples noirs, asiatiques blancs ne manquent pas dans l'archipel. M. Somare, par sa part, n'a rien de l'autochton ou de l'illégitime.

Il n'est pas non plus, loin de là, anti-australien, mais il veut que le paysan ait son maître chez lui et choisisse son destin. Il a ordonné pour une certaine pauvreté, une humilité certaine. Et il est vrai que la Papouasie-Nouvelle-Guinée, pourvue qu'elle prenne conscience de ce fait capital, a le temps pour elle : rien ne presse, fondamentalement. Elle peut se livrer à toutes sortes d'expériences, tâtonner, chercher à tâtons.

### Corruption à bon marché

Le danger existe déjà. Un ministre détenait un portefeuille. Il perdit son poste. Peu après, une lettre fut insérée : on découvrit qu'une firme japonaise offrait à ce responsable 1000 dollars (une bagatelle pour Tokyo, une formidable richesse pour le ministre papouasien) afin d'obtenir un subside pour un contrat d'exploitation (sage, n'est-ce pas ?) ou de pêche (si, à Port-Moresby, il n'y a pas eu de conseil de ne pas trop élargir l'aire de pêche). Pourquoi ? Si les dirigeants de la Papouasie-Nouvelle-Guinée se laissent prendre dans cet engrenage, on ne donnera pas cher de leur nouvelle indépendance.

M. McNamara, président de la Banque mondiale, a visité le pays cette année. « Il nous a félicités pour notre programme de développement », nous dit-il. M. Michael Somare, lui, est des sollicitudes qui méritent un examen critique. Le ministre des finances qui supervise les investissements étrangers, et dont assez curieusement, une partie du mouvement politique, le Parti populaire du progrès, voudrait voir repousser la date de l'indépendance, demande des prêts à la Banque mondiale pour le développement. Encore quelques pas et ce sera le cas. On dira qu'il a voulu les belles déclarations de M. McNamara et Karamba. Port-Moresby, le 19 juillet. On a dit que le Rio Tinto Zinc a renoué le contrat (naguère imposé par l'Australie) d'exploitation des fabuleuses richesses cuprifères de Bougainville. Du coup, la Banque mondiale coupe court, attend, avant de présenter son plan d'exploitation des énormes réserves de cuivre situées à la frontière indonésienne. Et si le Japon avait le vent en poupe jusqu'à l'an dernier, les réactions populaires, à Bangkok et à Jakarta, contre la visite de M. Tanaka, ont vivement influencé les dirigeants de Port-Moresby. Ce sont pourtant des Japonais qui vont bientôt commencer la très longue enquête technique (on parle de trois années) préalable à la mise en place sur la rivière Furai d'un des complexes hydroélectriques les plus puissants du monde. Mais y a-t-il urgence pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée ? La seule ville possédant une zone industrielle digne de ce nom est Lae : le capital australien la domine, comme il contrôle 50 % du commerce des produits agricoles sur le marché et 80 % des services et de l'industrie ; c'est lui aussi qui, par ses produits qu'il importe à des coûts exorbitants, impose des goûts et des valeurs parfaitement étrangers au pays, et auxquels seule la caste bureaucratique peut aspirer, au prix de grandes frustrations. Des capitaux étatiques (Hongkong, Mitsui, arabes (Kowit), japonais surtout, arrivent : les pêcheries, les forêts, en attendant peut-être le gaz naturel, suscitent les appétits. Et le sous-sol pourrait renfermer de grandes richesses. Le gouvernement a pris des mesures en vue de contrôler les investissements, mais elles demeurent floues, et il

est plus que programmes politiques proprement dits — pour des fonds pressentis démesurés. Il s'agit de quelque chose de plus profond et, finalement, sans que cela soit dit, d'une volonté de refuser les rapports de production capitalistes régissant les relations entre les hommes.

Depuis, ces aspirations se heurtent à des obstacles de taille. La chance de surprendre ceux-ci est « faible », a prédit Illich. Un professeur d'université se montre assez pessimiste : finalement, dit-il, les jeunes acceptent de mener sur place, et sans argent, les expériences locales sont rares ; la bureaucratie formée par les Australiens, et qui a déjà reçu sa part de « cargo blanc », tient à ses privilèges. Décentraliser au maximum, c'est bien, mais une telle politique risque aussi de multiplier et de gonfler à l'extrême les services administratifs et de donner naissance à un groupe d'hommes politiques liés au capital étranger.

M. Somare a résumé sa stratégie dans ses fameuses « huit points » : il met l'accent sur la nécessité pour le pays de contrôler le plus vite possible la plus grande partie de l'économie, et sur l'urgence de créer des activités de dimensions modestes, finissant localement, et ayant tout destinées à répondre aux besoins des districts. Le pays ne devra plus importer les produits qu'il peut lui-même obtenir de son agriculture, de son élevage, de ses pêcheries (ce fait, nous l'avons déjà mentionné, est le premier des huit points). Des auteurs et des économistes estiment, d'autre part, qu'un développement agricole basé sur les productions destinées à l'exportation n'est nullement souhaitable : il ne constitue pas, bien

au contraire, une assurance de revenus fixes et ne peut aider à combattre l'évidente malnutrition (1). M. George Chan, un médecin qui mène des études de santé sur les questions d'économie rurale, pense, pour sa part, que l'« introduction de l'industrie du copra » a provoqué des effets néfastes : pendant des générations, la noix de coco a procuré nourriture et bois ; or elle est devenue une matière première bon marché pour la production de coprah ; les gens ont eu, de la sorte, de moins en moins de temps à consacrer à la pêche, à la chasse et à l'agriculture, remplaçant leur nourriture traditionnelle équilibrée, faite de noix de coco, de poisson, de patates douces, de taro et de fruits exotiques, par une nourriture importée, d'une valeur nutritive inférieure d'un prix exorbitant.

### « On n'embarque pas »

Outre l'administration, la principale activité à Port-Moresby, paraît être le travail domestique chez les Australiens. Or ces derniers partent en masse cette année. D'où un problème croissant de chômage pour une foule de papouasiens qui font une formation professionnelle, et qui sont groupés des campagnes. (Signal de temps : sur les portes des magasins de Lae, Port-Moresby, et sur celles des villes privées, est apparu cet avertissement : « On n'embarque pas ».

La multiplication de mares à poisson, etc. Toutes ces améliorations demandent une certaine instruction à la base, un encadrement humain léger, mais pratiquement aucun investissement. Tout-il pas anormal que les importations de riz (près de 50 000 tonnes par an) croissent au rythme annuel de 15 % et que les achats à l'extérieur de fruits et de légumes aient été multipliés par trois entre 1968 et 1972 ? Ce qui est bon pour le Queensland ou la Nouvelle-Galles du Sud ne l'est pas forcément pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée. La brutale apparition du colonialisme au dix-neuvième siècle avait déterminé les contours de ce qui est devenu la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Mais, une fois définies les frontières de la domination blanche, l'Australie s'est bien gardée d'abandonner la conquête d'une chasse gardée et soignée de modifier une nouvelle société à leur image. Mais existe-t-il en Papouasie-Nouvelle-Guinée une force capable de résister à de pareilles pressions ?

### Prochain article :

L'ENFANT D'OROKOLO  
PAGE AUX LOUPS

Que se passe-t-il dans des milliers de villes du monde entier quand vous perdez un cheque de voyage de la First National City ?

Vous en recevez un autre sur le champ.

Que se passe-t-il dans ces mêmes villes quand vous perdez n'importe quel autre cheque de voyage ?

Vous attendez.

Dans des milliers de villes du monde entier la First National City des agents pour vous rembourser les chèques de voyage sur le champ. Et si d'autres agents sont en route, vous serez remboursés immédiatement. C'est pourquoi, si vous avez un autre cheque de voyage de la First National City, vous en recevrez un autre sur le champ. En fait, la First National City a dans le monde entier plus de 100 000 agents pour vous rembourser sur place les chèques de voyage. C'est à dire des milliers de plus que n'importe quelle autre compagnie. Et si vous arrivez à perdre un cheque de voyage de la First National City, vous en recevrez un autre sur le champ. En préparant votre prochain déplacement, n'oubliez pas de mettre les chèques de voyage de la First National City en tête de votre liste d'achats. Demandez les aux guichets de votre banque. Que ne pas avoir à attendre, être toujours sûr d'être remboursé de vos chèques de voyage de la First National City.

First National City Travelers Checks

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE  
Aucun diplôme exigé  
Aucune limite d'âge  
Demandez le votre dès maintenant  
BOLLE D'EXPERTISE  
D'ADMINISTRATION  
Bonne formation et entraînement  
Bonne formation et entraînement  
4, rue de la Petite-Chapelle  
75000 PARIS CEDEX 02

1974





## Les drames du bois de Boulogne

**CEPES** 57, r. Ch. Laffitte  
92 - NEUILLY.

**La loi d'amnistie s'applique:  
amendes et aux frais de justice**

Brum, LOHOU, STICKS, RUS FARROW  
Bernard, MM. Palon, Pascal Boc-

Goerg, Le Dore, Hamiche,

La grande mère de la justice, d laquelle devrait s'attaquer la prochaine loi de finances, comme l'a récemment promis le premier

SD

## DEUX SYNDICATS CRITIQUENT LA FORMULE DES « GROUPES DE TRAVAIL »

10

(1) Les dix-huit magistrats du siège et du Parquet de la juridiction

50

● Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC).

•

**L'AGENCE AIGLES**

## ACCIDENT DU TRAVAIL

**Examen d'entrée**

**CEPES**

sonne, organisation  
nce de voyage s'o  
t spécialement de f

Telf. 31.04.63

هكذا عين الراجح







## L'ACTUALITÉ DE RENÉ CREVEL

**T**out unison à la redécouverte de René Crespel, c'est le melais contemporain. Certains ont vu en lui une image préciliée dans les temps 80's. Il correspond aux tendances de l'époque, à la recherche d'un langage, à l'insé-  
s'inscrit avec acuité dans le mal morne et à Grise. Contes-  
tation, René Crespel est l'homme des contradictions. S'il  
l'écriture, il est aussi un homme de la terre. Il est un homme  
Pieds dans le plat, et qui aime la terre. Il est un homme  
la rentrée « Babylone », d'écrivant chacun d'un dossier  
de la rentrée. Il est un homme de la terre. Il est un homme  
Zyberstein. La vertu de ces dossiers est de rassembler  
de textes contemporains ou ouvrages inédits, textes  
de la rentrée. Il est un homme de la terre. Il est un homme  
dantes avec Marcel Jouhandeau et Tristan Tzara, demeure  
indits. On voit ainsi soulever les idées toutes faites qui  
de la rentrée.

Ce jeune homme est inséparable de la genèse de ce  
jeune mouvement d'élire : le surréalisme. Et d'autant moins  
crit dans le désir de la vraie vie, mais elle prend aussi,  
et racines, dans le vie abstrait. Le « mal » lui paraissait  
la rentrée. Il est un homme de la terre. Il est un homme  
parce qu'il désignait un vaste effort collectif et la sélection  
collective de tous les besoins. La solitude rompre  
de la rentrée. Il est un homme de la terre. Il est un homme  
Qu'on ajoute la hantise de la mort, la mort d'homme,  
sexualité, et l'on prendra mesure de ce malin d'impe-



(Dearta de JULIAN.)

**HUBERT JUIN**

## Une vie déchirée

DANS la *Mort d'Officelle*, publiée en 1930, on lit cette petite phrase : « l'airneur insolite : « Gn as suicidé ? » ».

C'est que René Crevel avait, que torza ans lorsque son père s'est pendu, un peu comme moi fin à ces jours, dans la *Mort d'Officelle*, le père de Diane : sans raison bien précise (é non connaissance), par une réaction de sorte délibérée. Cette scène capitale, dont on sait par des témoins qu'aucune conséquence ne lui épargnée à l'enfant, et par exemple, la mère injuriant le cadavre, voilà qu'elle se reconduit entre les livres, entre les lignes, depuis le premier ouvrage publié de René Crevel, jusqu'à sa dernière révélation que se trouve dans la réponse de Crevel à l'annonceur sur le suicide

[illegible]

H. J.  
(Lire la suite page 12.)

## Une œuvre inquiète

DANS son latinité et sa coïncidence, et à cause d'elle, René Guénon zone tout autour de la civilisation. Il écrit des romans, y compris pas. Des herbiers de ses ouvrages ont paru ailleurs, sous forme de livres de poche. Il ne donne rien. Il écrit en vers. Il a des dédain superbe qui est l'apanage des « civilisés » comme les « sauvages ». Il est vain-né, ça s'entend de quel-  
qu'un qui se soucie peu de litté-  
rature. C'est, de fait, l'attitude

lende o été la conservatoire de la civilisation celtique, puis les Vikings l'ont envahie. Le monde celtique était un tueur du dimanche. Le celtique a sombré, ne laissant que des débris. Les Celtes ont été l'origine de certains habitats par la notation de ce monde englouti comme l'Atlantide.

« L'Atlantide a disparu, le cause en est un séisme, une gigantesque perturbation volcanique dans les mers, à savoir, furent les Celtes ont vu leur empire – ou plutôt leur civilisation – ravagé

H. J.  
(Lire la suite page 12)

## ET APRÈS ?

« LA TAUPE », de John Le Carré  
« LA POUDRIÈRE », de Boileau-Narcejac

Burgess et McLean, dont Le Carré avoue s'être inspiré.

Si le personnage a agi de manière « à faire avancer la cause soviétique tout en évitant de nuire au Royaume-Uni et à ses agents », c'est surtout par dégoût du capitalisme américain et devant l'« incapacité » de son pays à lui résister, notamment lors de l'expédition de Suez en 1956. Le paradoxe de cette rancœur ou lui échappe pas : si qualifie lui-même sa position d'« esthétique », façon courante de s'avouer en contradiction avec la logique.

Il n'est pas le seul à régner sur une série de sentiments plus que sur une idéologie cohérente. Nombre de ses collègues se rattachent dominés par des nostalgies diverses. Les uns se croient encore au temps de Lawrence d'Arabie, les autres à celui de Napoléon. L'époque où l'Angleterre avait voulu à gouverner les mers et l'Orient. Presque tous ont fait tolérer que la règle d'or du colonialisme vertueux ait été remplacée par la règle d'argent de l'exploitation. Les uns appellent le « latéralisme » ou le coup par coup. On peut être espion, houz-lai-lol, soldat de l'ombre, et ressembler comme un frère à ces anciens combattants du grand 1914.

C'est en fait tout un monde hiérarchisé comme n'importe quelle vieillesse officielle, avec ses règles de la clandestinité. Cela va des « chasseurs de scalps » et des têtes d'affiche très soucieux de leur légende aux « flocheurs », « baby-sitters » et autres « traîne-pattes », « agents d'entretien », « nettoyeurs minutés », passant par les « décrypteurs », « évaluateurs », « dactylos » et autres « mémos » de toute bureaucratie.

Au cœur de l'organisation, y faisant figure de patron d'être, d'obésité et de gangue à la fois, y menant une existence d'autrement dit « matériel », véritable marchandise, aussi suspecte que convoitée, maniée comme une

charge de plastic ou un virus filtrant, arme à trente-six tranchants dont l'usage possible et le coût — comme dans le « show business » — comptent plus que la teneur en vérité ou seulement en vraisemblance. Par assimilation au « produit » qu'il véhicule, l'agent ou vaut que par sa valeur de liquidation après usage, ou de stockage en vue d'échanges ultérieurs.

Les mœurs de détail varient d'un pays à l'autre, et des folklores locaux se maintiennent : l'image « Intelligence Service », notamment, a résisté à des défilés militaires. Mais un usage

Par  
**Bertrand**  
**Poirot-Delpech**

international tend à s'imposer en marge des lois civiles et militaires, un équilibre de la terreur secrète. Si tous les coups sont permis, en particulier l'emploi de « taupes » et les retournements en chaîne, un respect mutuel s'observe entre les plus grands, pour la simple raison qu'il ridiculiserait ou mépriser l'adversaire au risque de perdre les meilleures raisons de s'en prendre à lui. L'estime réciproque comme pari de la guerre.

On peut même parler d'esprit de corps au-dessus des camps, comme entre les aviateurs de 1914 et comme chaque fois que le combat se spécialise à l'extrême. Qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest, des grandes ou des petites puissances, les agents ont en commun de ne pouvoir compter sur aucun recours légal, de ne devoir la vie qu'à une capacité infinie de suspicion, y compris à l'égard d'eux-mêmes, de n'avoir droit à aucune faiblesse, de se donner, des années durant, pour ce

## LE RÊVE CELTIQUE

### Un passé fabuleux

les Romains, les Saxons et les Goths, leurs légendes recueillies seulement par la tradition orale.

## Inconscience et générosité

Ce que nous pouvons en reconstituer aujourd'hui laisse une impression d'Infinie étendue. Comment ce grand peuple courageux et idéaliste venu des Marches orientales pour coloniser l'Europe, a-t-il pu se laisser éliminer de la carte ? Quel injuste décret du sort lui a-t-il infligé ? Une telle question est vaine, malgré le sens tactique de ses guerriers et leur bravoure, malgré le courage légendaire de ses femmes ? Dispersés de l'Ecosse à l'Anatolie, mais unis par la langue, une religion, des mœurs, des lois, des coutumes, ces artistes ont laissé un comparable dans témoignent seulement quelques œuvres ayant

échappé au temps et à la rage destructrice, les Celtes ont succombé à des minorités actives, rusées et ambitieuses, ou à des tarants humains auxquels les livraient comme des enfants, pieds et poings liés, deux vertus qui ne font pas l'Histoire : l'insouciance et la générosité.

nerosité.

Leur passé survit dans des légendes dont il est, en général, impossible de démêler le vrai du lyrique.

Antislaves, Antislovaques, Antislovaques, aussi vaillants qu'intelligents, rgnant sur un peuple indistinct qui obéissait à un droit coutumier souple et d'une humanité remarquable quand on le compare au droit romain ? Ou bien antislaves imaginé ce roi, plaçant sur un trône d'or un personnage stylisé dont les hautes qualités morales symbolisent leur propre ambition ?

MICHEL DEON.

(Lire la suite page 14.)

**MICHEL DEON.**  
(Lire la suite page 14.)

**jacques lacarrière**  
**Chemin faisant...**  
1.000 kilomètres  
à pied à travers la France  
d'aujourd'hui

"Livre salutaire entre tous,  
puisqu'il nous indique  
qu'une autre vie  
se trouve au-delà  
de l'asphalte meurtrière."  
**CLAUDE METTRA**  
(Le Monde)

Un volume 256 pages - 28 F

**fayard**

que les personnages de la *Tempête* peuvent être perdants, aussi dilettante et bravaque qu'ils peuvent être oués, didactiques et besogneux.

Tant qu'à se divertir et à se demander « et après ? », autant vaut jouer le jeu du machiavélisme triomphant avec le héros de Maurice Leblanc, dont Sartre lui-même nous dit, dans les *Mots*, que la « force herculéenne », le courage narquois et l'« intelligence bien française » née de « notre décadence de 1870 », firent longtemps ses délices.

C'est en effet Lupin en personne que Bolla et Marjorie ont pris sur eux de ressusciter dans la *Poudrière* (2), un roman paru sous le pseudonyme de Louis Armand en 1978 avec le *Secret d'Eximius* et force de ce que, à ce point de celle éblouissante mortelle, le lecteur se demande si l'auteur n'est pas... pélerin.

Ainsi qu'ils l'avaient eux-mêmes défini dans leur étude sur le roman policier, Bolla et Marjorie ont écrit : « Dans l'œuvre de « le fou de Paris », le « pécuniaire du roman d'honneur », cabot du « coup de théâtre », soutiens de la « morale », les personnages sont des héros, l'occasion de tels exploits lui est offerte, cette fois, par un sombre complot homicide, lors de la visite de la capitale par le prince héritier de France, autour de l'archiduc Michel et d'une jeune Française : quelque chose comme les *Démoteurs d'Agrignon* à l'échelle internationale, mais qui ne dure que quelques heures de papier, comme le dépêche d'« Ans » — tel un paquet de lettres d'amour — pour mettre le feu aux poudres.

La ressemblance avec les récits de Maurice Leblanc est saisissante. Non seulement par des détails, les « crebleu », les « saprelotte » ou les adonnestations du héros à lui-même — « Allons, mon vieux Lupin, tu as cinq minutes, pas une de plus ! », — mais par un sens fringant des rebondissements en forme de pirouettes. Comme tous les pastiches de Cyprien ou des *Trois Mousquetaires*, cette *Poudrière* tend à prouver avec la plus saine fantaisie qu'impossible et... impossible ce sont pas français.

Et après ? Rien qu'un jeu d'été, en effet. Mais où le plaisir de découvrir se double de celui de reconnaître, le seul qui nous restera bientôt, quand tout aura été inventé.

(1) R. Laffont, 362 p., 36 F.  
(2) Librairie des Champs-Élysées, 250 p.  
20 F.  
(3) *Le Roman policier*, Payot, 1964.

(1) R. Laffont, 382 p., 36 F.  
(2) Librairie des Champs-Élysées, 250 p., 20 F.  
(3) *Le Roman policier*, Payot, 1964.



















DEMANDES D'EMPLOI	La ligne La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	6,00 6,50
REPRESENTAT : Demandes	13,00 14,50
Offres	27,00 31,50
Offres d'emploi "Pleins Emplois" (2 col.)	
minimum 15 lignes de hauteur	35,00 40,00

# ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne La ligne T.C.
Achat - Vente - Location	21,00 24,50
AUTOS - BATEAUX	21,00 24,50
PROPOSITIONS COMMERC.	
CAPITAUX	50,00 70,00
OCCASIONS	21,00 24,50

## offres d'emploi

**annonceur industriel mondialement connu, cherche**

**journaliste éloquent (e)...**

vous serez le patron d'une revue internationale qui lire à 40.000,

vous serez le voix de l'entreprise pour la presse et les leaders d'opinion,

vous serez l'un des premiers acteurs de nos grandes opérations d'information.

vous avez déjà prouvé que vous êtes un vrai journaliste et un rédacteur convaincu. Nous avons la possibilité de donner à votre talent et à votre culture générale un cadre d'actualité qui fera de vous, à Paris, l'un des hommes en vue de notre profession.

Ecrire sous réf. 436 à  
EMPLOIS ET ENTREPRISES  
16, rue Volney - 75005 PARIS

**IMPE SOCIÉTÉ PRODUITS ALIMENTAIRES**  
proche BANLIEUE NORD  
recherche  
pour assister RESPONSABLE MARKETING  
**STATISTICIEN**

Poste convenant à homme jeune, libre obligations militaires, libre immédiatement. Formation type S.C.O. étudiant ou équivalent.

Salaires intéressants, 12 mois, avantages sociaux. Réalisations d'entreprises.

Situation offrant possibilités avérées.

Ecrire à n° 414, COTTESSAUX Publi-  
cité, 30, av. Copernic, Paris (13), qui transmettra.

**Créer un poste, à Paris,**  
**gestion du personnel**  
**et relations humaines**

d'entre qui propose le Directeur général de l'un des PREMIERS FABRICANTS FRANÇAIS D'EQUIPEMENTS METALLIQUES (400 personnes - 2 unités), leader dans sa spécialité, à un cadre ayant déjà exercé des fonctions similaires et capable, par son adaptabilité aux problèmes et aux hommes, d'être le moteur social de l'entreprise. Il lui partira du comité de direction.

Les Cadres intéressés adressent leur candidature (sur réf. 2565 M) à Mme M.-C. TESSIER.

**ALEXANDRE TICS A.**  
10 RUE DE LA FÉLIX - 75005 PARIS  
membre de l'ANCP



## emplois régionaux

**Le Président-Directeur Général d'une entreprise de négoce de produits métallurgiques de la région marseillaise en pleine expansion (400 personnes dont 80 cadres), cherche pour l'assister**

**un directeur**  
**des relations humaines**

Il doit, après analyse, créer sa fonction dans ses aspects les plus complets :

- la politique générale en matière de personnel, sa définition et son application ;
- les relations sociales dans l'entreprise, et avec les organismes extérieurs ;
- la gestion générale et prévisionnelle : statuts, rémunérations, effectifs, statistiques ;
- le développement des ressources humaines, recrutement, formation, promotion.

C'est un homme d'avenir, ayant au moins 25 ans, une formation supérieure (E.S.C. Sciences Po) avec au moins 5 ans d'expérience de la fonction Personnel.

Résidence : région marseillaise.

Les directeurs intéressés peuvent adresser un premier contact en adressant leur dossier de candidature (sur réf. 224 M) à Mme G. DILL, candidates (sur réf. 224 M) à Mme G. DILL.

**ALEXANDRE TICS A.**  
10 RUE DE LA FÉLIX - 75005 PARIS  
membre de l'ANCP

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

**mb**  
**CONSEILS**  
recrute pour le 16 septembre  
**UN ASSISTANT DE DIRECTION**

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

**UNE HOTESSE STENOACTYLO**

recherche pour le 16 septembre

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

**RESPONSABLE SOCIÉTÉ JURIDIQUE**

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

**ETUDIANTS**

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

**CASTAIGNE S.A.**  
Industrie Française  
recherche pour  
**Responsable « Analyse Programmation »**

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

**SERVICE INTER-ENTREPRISES**  
MEDICINE OU TRAVAIL  
recherche

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

## offres d'emploi

**diplômé enseignement commercial supérieur**

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

**INGÉNIEUR**  
MÉTALLURGIE, ELECTROTECHNIQUE (E.S.C. ou équivalent)

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

**REVEISEURS**

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

**CHIEF COMPTABLE (H)**

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

**Kelly Girl**

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

**ACHETE TOUT CHER ET FAIT COMPTANT**

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

**ACHETE TOUT CHER ET FAIT COMPTANT**

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

**ACHETE TOUT CHER ET FAIT COMPTANT**

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

**ACHETE TOUT CHER ET FAIT COMPTANT**

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

## offres d'emploi

**Vous êtes EVOLUTIFS, notre société a besoin de Vous !**

**La Gamme de nos produits augmente, le marché aussi.**

**Nos vendeurs, qu'ils soient diplômés ou expérimentés, consacrent la pépinière de nos Chefs de Vente de demain et au-delà.**

**Des postes sont à pourvoir à PARIS et dans les départements suivants :**

31 - 38 - 47 - 74.

Merci d'envoyer votre candidature avec C.V. sous référence V 46 à M. COURMES

**RANK XEROX**  
4, rue Nicolas Robert,  
93600 AULNAY-SOUS-BOIS.

**MARKETING PUBLICITE**

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

**DIRECTEUR DU SYST. D'INFORMATION DE GESTION**

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

**ACHETE TOUT CHER ET FAIT COMPTANT**

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

**ACHETE TOUT CHER ET FAIT COMPTANT**

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

**ACHETE TOUT CHER ET FAIT COMPTANT**

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

**ACHETE TOUT CHER ET FAIT COMPTANT**

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

**ACHETE TOUT CHER ET FAIT COMPTANT**

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

**ACHETE TOUT CHER ET FAIT COMPTANT**

Jeune diplômée (E.S.C. ou équivalent) ayant travaillé dans une entreprise d'importance internationale. Connaissances approfondies en matière de gestion, d'administration, d'information, de communication. Personnalité dynamique, capable de travailler avec efficacité et initiative.

Poste intéressant, salaire avantageux.

Envoyer C.V. photo et références à :  
M. C. V. photo et références  
Rte. 15

CHAP 16 1520



### Après l'abandon du projet d'aérotrain

Le gouvernement cherche une solution ferroviaire économique pour relier Cergy-Pontoise à La Défense

Il semble néanmoins acquis que M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et maire de L'Alpe-Adam (Vaucluse), ait pris l'initiative de faire « classer » ce dossier et qu'il ait reçu les encouragements nécessaires du président de la République, hostile à ce projet « comptable » lorsqu'il était ministre des finances.

L'Etat et les collectivités locales avaient engagé dans cette opération environ 50 millions de francs, notamment en acquisitions foncières. Il était donc temps d'arrêter la dépense. La plupart des parties prenantes, notamment les usagers de transports en commun, se félicitent de cette « sage décision ».

conseil d'administra-  
trick, très attaché au  
desserte ferroviaire  
de tenir les délais et  
l'Assemblée régionale  
son enthousiasme aux  
ôtel Matignon.

Quel avenir pour l'Aérotrain ? C'est pour nous négocier les

Le ministre de l'Intérieur, M. de Gaulle, a déclaré, au cours de sa conférence de presse, que le régime de l'Algérie ne saurait être basé sur la technique du « moulin à vent » qui, au lieu de produire, ne fait que tourner. Il a insisté sur le fait que le régime algérien ne saurait être basé sur le « moulin à vent » qui, au lieu de produire, ne fait que tourner. Il a insisté sur le fait que le régime algérien ne saurait être basé sur le « moulin à vent » qui, au lieu de produire, ne fait que tourner.

ne peut que non-

« d'écou-  
ber sans  
simples-  
ment l'oc-  
casion de la  
s'opposent à  
la N.C.P.C.  
à la  
Nord, a  
l'écoulement  
des  
d'admi-  
nistrations  
de l'Union de  
67 mil-  
lions de  
gouverne-  
ments for-  
cés de cer-  
tains

travaient promotion à l'étranger  
que Georges Pompidou, alors  
président de la République, avait  
« converti » cette opération hasar-  
deuse en une opération officielle  
alors, des marchés à prendre au  
Rassemblement et au Brésil notam-  
ment.

« C'était une illusion de la  
croire, mais c'en est un autre dans  
le monde, car il n'y a pas de  
simplement résolu à abandonner  
définitivement la technique, sans  
un autre terrain d'essai. Ce nou-  
veau terrain d'essai, c'est le  
parait, en effet, complètement  
inadapté au transport urbain et  
à la circulation des véhicules.  
faible capacité, de son côté d'ex-  
ploitation, de la circulation, de  
l'entretien, de la circulation, de  
l'entretien au réseau de la S.N.C.F.  
Il aura donc fallu trois ans pour  
réaliser une expérience, et trois  
rues, tard que jamais, un bon  
renouveau »

JACQUES DE BARRIN.

\_\_\_\_\_

Le conseil régional de la RATP, qui a un rôle communautaire pour la réalisation et l'exploitation de cette ligne, a décidé de ne pas co-financer le projet. Parmi les arguments avancés à l'appui de cette décision, on remarquera, entre autres, que :

- le coût des études de faisabilité et de la construction de la ligne est trop élevé ;
- la décision de la région Ile-de-France, prise en 1984, de ne pas financer les infrastructures ferroviaires de la région parisienne, est une décision définitive ;
- la région Ile-de-France ne peut pas financer la ligne, car elle n'est pas une opération à grande échelle pour l'Ile-de-France.

## UN SON STY

[illegible][illegible]

Moins rien n'est sim-  
domaine. Deux collon-  
prévu à l'automne: l'  
formation des hommes

Le comité économique et social, pour sa part, a tenu une séance au début du mois de juillet. Il affirme lui aussi ses

**TRAVAUX**  
**INSTRUCTION**

prétentions, ne serait-ce qu'en réclamant pour son président, M. Pierre Deimon, un minimum de collaboration, qui constituerait ce qu'on appelle une

struction  
ARE DU R.E.R.  
COMMENCER

« cabinet », à l'instar de ce qui s'est fait pour le président de la région. Le Comité, bien plus que de donner des avis satil-

De gros centre de la centrale R.E.R. Hales» et du forum sur l'opération des

...cités, entend analyser globale-  
ment la région dans tous ses  
aspects pour dégager de gran-  
des lignes d'action. Pour rem-

Il resta que M. Piéroy a affirmé catégoriquement à plusieurs reprises, de la façon suivante :

plir sa mission, il veut « étudier de manière approfondie le fonctionnement de l'économie régionale ». Ses commissions ont

la construction de  
l'infrastructure de la  
et du forum souler-

... déjà élaboré un catalogue imposant qui rappelle les documents de la CODER. Devant le conseil régional, il a déjà pris

la grande route au  
lles, dans le secteur  
rale du R.P.R. josta  
Départ sans la modi-

Le comité, qui souhaite donner des « avis motivés » sur

tentant encore de pe  
religion sur leurs fon  
nouvel établissement  
crée peu à peu son s

le public. Les

cinquante-deux perle  
qui allègent au conseil  
apporté l'éloquence et  
de tribune, à un point

« d'une légèreté qui serait dangereuse pour l'avenir des institutions régionales » et nuisable, en cette délicate période de

réseaux R.A.T.P. et  
tra aux trains de  
en provenance aussi  
de Lyon que de la

**GEORGES SUEUR.**

•

---



هكذا في الأصل

**BILLET**

Entre les médecine et les caisses d'assurance-maladie une fois de plus le tonnel monte. De chaque côté, ont s'accuse d'avoir donné des coups de canif au contrat qui comporte le respect du tarif des honoraires. Si le crise s'aggraverait jusqu'à la rupture, les malades assurés sociaux en seraient les premières victimes, puisque cela impliquerait le retour au remboursement sur le base des tarifs d'autorité - bloqués depuis 1982. Pour une consultation, le patient ne serait plus remboursé que du 3 F au lieu de 17,25 F effectivement.

En décidant de plier hors de la convention plus d'une centaine de praticiens ayant dépassé les tarifs, le casse-maladie de la région parisienne « viole l'esprit de concertation qui est la base des rapports entre le corps médical et la Sécurité sociale », a affirmé devant la presse, le 17 juillet, le docteur Jean Robin, président de la Fédération des syndicats médicaux parisiens de la région parisienne. Il accuse le casse de s'appuyer sur un juridique étroit et d'avoir

délibérément accorté le rapprochement d'une discussion avec les syndicats médicaux. Les renseignements qu'il a obtenus sur ces derniers sont les suivants : « Les praticiens défilants sont très créatifs, comme le prouve la convention, devenue la loi, qui leur a permis de faire passer le docteur Robin si facilement qu'ils n'ont même pas eu besoin d'en rendre compte. Les autres confrères qui ont l'habitude de dépasser les tarifs sans justification, le résident d'ailleurs lui-même, ont été surpris de constater leurs honoraires au franc supérieur et ceux qui, systématiquement, ne font rien, au franc inférieur. M. Robin condamne ceux qui menquent à leur parole, mais il n'est pas réaliste qu'il veuille faire payer à la fois les commissions paritaires (1) auxquelles doivent être soumis les honoraires et les commissions de la Société des sages sans ambigüité et suspensio », estiment les médecins qui se déclarent la plus profondément indignés par la conduite du résident, en ajoutant, que cette appréciation vive surtout les administrateurs, les représentants des autres employeurs.

22 F à 23 F le 1<sup>er</sup> mai, et, il sera porté à 25 F le 1<sup>er</sup> septembre. Que veut, pour les médecins, ce relèvement devant les cotisations de l'assurance-maladie de plusieurs millions de déclassés non menqués pas : le contrôle médical, celui de l'habitat, le « profil » de la consommation des médicaments, la surveillance par chaque praticien, etc.

Après avoir subi l'assaut des agriculteurs, le gouvernement pourrait avoir mieux à partir avec le corps médical. La loi de 1928, qui a été votée en réduisant massivement les remboursements, renouvellerait certes les caisses de la Sécurité sociale ; mais cela, paraît-il, ne suffirait pas. On voudrait, cette année, des perspectives aux compagnies d'assurances qui, sur le modèle américain, pourraient être encouragées à réduire le relais de la « couverture » contre le malade.

On peut prétendre que c'est sûr que les salariés ne se laisseront pas dépouiller : une garantie qui, tant bien que mal, leur permet, depuis quelque temps, d'être honorés, d'être respectés, d'être d'honneur. Dans cette quérelle, ni les salariés ni leurs syndicats ne consentiront à être pris en otages. Ils s'opposent pas que, devant un gouvernement lâchement spéculateur, ils soient les victimes de la calotte malfaisante jouée au ping-pong avec leurs responsabilités économiques et sociales.

**JOANINE ROY.**

(1) En cas de soustraction des décisions de cas comminatoires, le médiateur décommodations doit adresser aux tribunaux administratifs les décisions de cas comminatoires. Cette loi n'est jamais produite, mais elle est produite, au cours de la décommodation, — quelques décisions — qui ont été

[illegible]

Recevez jusqu'au 31 JUILLET 1974, dernier délai, des offres pour la fourniture d'un Appareil Autonome pour Carrière de nasse équipé de chenilles braver et d'une ligne niveleuse (caractéristiques de l'engin : puissance entre 120 et 140 CV, largeur de chenille maximale 4 mètres, moteur thermique diesel, 200 litres d'eau, apte pour des utilisations à des vitesses comprises entre 2.000 et 3.500 mètres).

On citet à noter que la livraison devra être effectuée au plus tard fin Octobre 1974.

L'offre, accompagnée de prospectus, devra être adressée à P.O.N.S.E., Direction des services généraux et approvisionnement, 6 bis, rue Pasteur-Lumumba - RABAT-CHEMIN 4.

L'ensemble est à transmettre à l'adresse suivante sous enveloppe cachetée, sous la mention : demande, au plus tard le 14/07/74/09.

## Limitier l'augmentation des dépenses de l'État

(Suite de la première page.)

[illegible]

**M. Chirac : des « coupes sombres » seront faites**

[illegible]

## Les trois grandes firmes chimiques françaises restructurent leurs activités

[illegible]

## CHANGEMENT A LA TÊTE D'I.T.T.-EUROPE

Le président-directeur général D.T.T.-Europe, M. Michel Bergerac, vient de démissionner de ses fonctions. Il quitte le groupe. M. Maurice Vernet senior, vice-président D.T.T., directeur des opérations au quartier général de New-York, a été nommé au poste laissé vacant par M. Bergerac.

## des dépenses de l'État

gnation du nord des élèves à focaliser lors de la prochaine rentrée. Les enseignants ont donc tenu compte de la difficulté croissante des rémunérations versées aux enseignants de l'école primaire — de limiter à moins de 15 % la progression des départs à la retraite.

Un autre dossier difficile sera celui des dépenses de matériel et des prises publiques. Celles-ci, qui étaient stabilisées depuis quelques années, ont dû être augmentées du fait de l'augmentation des coûts des équipements et de la hausse des dépenses d'énergie, notamment non entièrement compensées par les hausses de taxes.

Le gouvernement ne va pas sacrifier l'avenir aux difficultés présentes. Un fait est sûr : même si la situation de compétence depuis quatre ans, le poids des dépenses de fonctionnement de l'Etat, de la Sécurité sociale et de la défense nationale n'a cessé de diminuer, l'Etat peut-il accepter de continuer à sacrifier son rôle — diminuer dans une économie qui ne cesse de se complexifier ? C'est un gâchis de fond qui serait un gâchis d'engager.

ALAIN VERNHOLE.

(2) Les dépenses ordinaires ont représenté 24,4 % des dépenses totales (24,9 % : 27,8 % pour les dépenses de fonctionnement, 27,8 % : 29,8 % pour les dépenses d'investissement).

Les équipements publics qui, en petites dépenses d'intervention, les dépenses civiles d'équipement en constituent.

principes, doivent être sauvegardés. 15,5 % et les dépenses militaires 17,7 %.

Il y a aussi le contrecoup des économies gouvernementales. Les ministères et les autorités seront en particulier moins bien traités qu'ils ne l'avaient été les dernières années. Certaines dépenses seront supprimées, le saquebot "tranger" disparaîtra par exemple. Les dépenses seront annulées, comme celle de la liaison Cergo-Fontvieille. La Défense, les investissements collectifs progresseront, mais à la fin l'ensemble des dépenses publiques.

## EMPLOI

### A Villers-Cotterêts

## TROIS CENTS SALAIRES MENACÉS PAR UNE FAILLITE

« Non, ça va faire un milliard. Non

## Le coût des promesses

[illegible]

## REFERENCES

**Première utilisation directe des « pétro-dollars »**  
**L'Iran prend une participation de 25 %**  
**dans le capital des aciéries Krupp**

[illegible]

(F. 401.001)

**DEMANDE D'INSCRIPTION D'UN AÉRONEF  
AU REGISTRE DES AÉRONEFS**

Bellamy, Hôpital Suisse SAS, 3125 Bell, Suisse. Demande l'inscription de l'adhésion « SA 3125 Bell » n° de fabrication 2770, marquée de la lettre « A » sur la plaque d'identification.

Belon (Fédération) 11, avenue du règlement d'inscription de la loi fédérale sur le registre des aéronefs, il est précisé :

a) l'adhésion doit être présentée en double exemplaire et doit être accompagnée d'un décal de trente jours, les oppositions éventuelles à l'inscription devant être déposées au plus tard à l'expiration de ce délai ;

b) d'annoncer par écrit à l'Office fédéral de l'air, en double exemplaire, si dans un délai de trente jours, les droits sont retirés, les présentations de l'adhésion sont refusées ou si l'adhésion est annulée ;

c) avec indication des moyens de preuve et présentation des documents justificatifs ;

d) l'adhésion doit être accompagnée d'un décal de trente jours et d'un droit réel en la monnaie.

Bureau, le 21 juillet 1974

Office fédéral de l'air  
Le premier registre des aéronefs :

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## AGRICULTURE

### AU-DELA DES MESURES CONJONCTURELLES

#### M. Christian Bonnet prépare un plan de réorientation de la politique agricole

M. Bonnet, ministre de l'Agriculture, a rencontré ce jeudi 18 juillet, en présence de M. Segard, secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, les dirigeants des quatre grandes organisations paysannes pour faire le point des décisions prises à la suite de la conférence annuelle « profession-administration de 1973 et à définir les mesures destinées à

favoriser les exportations de produits agricoles. Après l'annonce du plan national de sauvegarde du revenu des exploitants, qui porte essentiellement sur la T.V.A., des subventions aux éleveurs et des facilités de crédit, les leaders paysans ont montré quelque réserve, estimant généralement

mesure trop partielle. Un rassemblement des organisations d'exploitants de la Communauté européenne est envisagé pour l'automne. Toutefois, les manifestations ont continué ce jeudi, les paysans des Landes ayant notamment bloqué, dans la matinée, la caravane du Tour de France cycliste.

Le président du conseil d'administration de la F.N.S.E.A., M. Bonnet, a en outre précisé que le plan de sauvegarde du revenu des exploitants n'est pas un acte de politique agricole, mais qu'il s'agit d'un acte de politique économique. Le gouvernement n'entend pas se substituer à la politique agricole de la Communauté européenne. Mais le gouvernement a-t-il des idées sur la politique agricole ? « Pas du tout », a répondu M. Bonnet, « des mesures n'ont pas été prises avec les manifestations actuelles. Elles étaient prévues de longue date. »

Le président des chambres d'agriculture, M. Guérin, a répondu que le plan de sauvegarde du revenu des exploitants n'est pas un acte de politique agricole, mais qu'il s'agit d'un acte de politique économique. Le gouvernement n'entend pas se substituer à la politique agricole de la Communauté européenne. Mais le gouvernement a-t-il des idées sur la politique agricole ? « Pas du tout », a répondu M. Bonnet, « des mesures n'ont pas été prises avec les manifestations actuelles. Elles étaient prévues de longue date. »

Le plan de sauvegarde du revenu des exploitants n'est pas un acte de politique agricole, mais qu'il s'agit d'un acte de politique économique. Le gouvernement n'entend pas se substituer à la politique agricole de la Communauté européenne. Mais le gouvernement a-t-il des idées sur la politique agricole ? « Pas du tout », a répondu M. Bonnet, « des mesures n'ont pas été prises avec les manifestations actuelles. Elles étaient prévues de longue date. »

#### Le « plan de sauvegarde » du revenu paysan

Les mesures présentées à la presse par M. Bonnet sont les suivantes :  
• Soutien des marchés : Les produits affectés par une baisse des prix seront soutenus soit par une intervention publique (achat ou stockage), soit par des subventions à l'exportation (sous la forme de certificats d'exportation).  
• Aide aux producteurs : Des aides seront versées aux producteurs pour compenser les pertes subies en raison de la baisse des prix.  
• Aide aux consommateurs : Des aides seront versées aux consommateurs pour compenser l'augmentation des prix.

Le plan de sauvegarde du revenu des exploitants n'est pas un acte de politique agricole, mais qu'il s'agit d'un acte de politique économique. Le gouvernement n'entend pas se substituer à la politique agricole de la Communauté européenne. Mais le gouvernement a-t-il des idées sur la politique agricole ? « Pas du tout », a répondu M. Bonnet, « des mesures n'ont pas été prises avec les manifestations actuelles. Elles étaient prévues de longue date. »

#### Rien sur les fruits et légumes

Beet, le gouvernement a donné la priorité à des mesures de caractère social. On retrouvera la laïcité du plan d'urgence mis en place par le gouvernement : aider les plus démunis et servir un peu la culture des fruits et légumes. Mais il n'y a pas de mesures de sauvegarde du revenu des exploitants. Le plan de sauvegarde du revenu des exploitants n'est pas un acte de politique agricole, mais qu'il s'agit d'un acte de politique économique. Le gouvernement n'entend pas se substituer à la politique agricole de la Communauté européenne. Mais le gouvernement a-t-il des idées sur la politique agricole ? « Pas du tout », a répondu M. Bonnet, « des mesures n'ont pas été prises avec les manifestations actuelles. Elles étaient prévues de longue date. »

Le plan de sauvegarde du revenu des exploitants n'est pas un acte de politique agricole, mais qu'il s'agit d'un acte de politique économique. Le gouvernement n'entend pas se substituer à la politique agricole de la Communauté européenne. Mais le gouvernement a-t-il des idées sur la politique agricole ? « Pas du tout », a répondu M. Bonnet, « des mesures n'ont pas été prises avec les manifestations actuelles. Elles étaient prévues de longue date. »

Le ministre de l'Agriculture a reconnu que « les agriculteurs français, supportant d'énormes difficultés, ont le droit de se plaindre ». Mais il n'y a pas de mesures de sauvegarde du revenu des exploitants. Le plan de sauvegarde du revenu des exploitants n'est pas un acte de politique agricole, mais qu'il s'agit d'un acte de politique économique. Le gouvernement n'entend pas se substituer à la politique agricole de la Communauté européenne. Mais le gouvernement a-t-il des idées sur la politique agricole ? « Pas du tout », a répondu M. Bonnet, « des mesures n'ont pas été prises avec les manifestations actuelles. Elles étaient prévues de longue date. »

Le plan de sauvegarde du revenu des exploitants n'est pas un acte de politique agricole, mais qu'il s'agit d'un acte de politique économique. Le gouvernement n'entend pas se substituer à la politique agricole de la Communauté européenne. Mais le gouvernement a-t-il des idées sur la politique agricole ? « Pas du tout », a répondu M. Bonnet, « des mesures n'ont pas été prises avec les manifestations actuelles. Elles étaient prévues de longue date. »

## EUROPE

### Les Neuf adoptent le principe d'aides financières aux pays en voie de développement non associés à la C.E.E.

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Les ministres des Neuf chargés de la coopération ont adopté le 17 juillet à Bruxelles une résolution « continuant » le principe de l'octroi d'une aide financière de la Communauté à des pays du tiers-monde qui ne sont pas associés à cette dernière. Cette aide financière sera accordée sous la forme d'un prêt à court terme, à un taux d'intérêt de 10 %, et sera destinée à financer des projets de développement économique.

### Les dirigeants paysans entre deux feux

En fait, les États-majors sont dans une position inconfortable. Indiquant pour les petits exploitants, le plan du gouvernement peut être interprété comme une tentative de faire passer le poids de la production agricole sur les épaules des petits exploitants. Mais le gouvernement a-t-il des idées sur la politique agricole ? « Pas du tout », a répondu M. Bonnet, « des mesures n'ont pas été prises avec les manifestations actuelles. Elles étaient prévues de longue date. »

Le plan de sauvegarde du revenu des exploitants n'est pas un acte de politique agricole, mais qu'il s'agit d'un acte de politique économique. Le gouvernement n'entend pas se substituer à la politique agricole de la Communauté européenne. Mais le gouvernement a-t-il des idées sur la politique agricole ? « Pas du tout », a répondu M. Bonnet, « des mesures n'ont pas été prises avec les manifestations actuelles. Elles étaient prévues de longue date. »

Le plan de sauvegarde du revenu des exploitants n'est pas un acte de politique agricole, mais qu'il s'agit d'un acte de politique économique. Le gouvernement n'entend pas se substituer à la politique agricole de la Communauté européenne. Mais le gouvernement a-t-il des idées sur la politique agricole ? « Pas du tout », a répondu M. Bonnet, « des mesures n'ont pas été prises avec les manifestations actuelles. Elles étaient prévues de longue date. »

### LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
1 mois	12 3/8	12 3/8	12 3/8
3 mois	12 3/8	12 3/8	12 3/8
6 mois	12 3/8	12 3/8	12 3/8
1 an	12 3/8	12 3/8	12 3/8

### DANS LES LANDES Les agriculteurs bloquent le Tour de France Un chauffeur routier gravement molesté

Les agriculteurs ont continué ce jeudi 18 juillet leur action. Dans les Landes, ils ont interrompu le Tour de France, près de Saint-Jean-de-Landes. Dans le Lot-et-Garonne, ils ont bloqué, dès 8 heures du matin, la voie ferrée Bordeaux-Toulouse à 4 kilomètres d'Agen. Mercredi soir, un chauffeur routier, M. Alain Carroy, a été molesté par un groupe de paysans qui consistait de prendre un barrage routier près de Miravalles. Les agriculteurs, qui, alors qu'il chargeait son camion, l'ont fait partir, sans que le préjudice qu'il en a subi ne soit évalué.

« Jean Ponsé : les manifestations ont été particulièrement violentes. L'un des incidents les plus spectaculaires a eu lieu mercredi matin, l'explosion de Bress-Guipavas (Finistère). Plusieurs centaines de producteurs ont envahi la piste d'envol, qui fut barrée par des tracteurs tandis que des fuzes étaient tirées sur les avions. Les manifestations ont empêché le décollage de l'Air France. Le pilote, M. Jean Ponsé, a été contraint de faire demi-tour. Il a été gravement blessé. Les manifestations ont été particulièrement violentes. L'un des incidents les plus spectaculaires a eu lieu mercredi matin, l'explosion de Bress-Guipavas (Finistère). Plusieurs centaines de producteurs ont envahi la piste d'envol, qui fut barrée par des tracteurs tandis que des fuzes étaient tirées sur les avions. Les manifestations ont empêché le décollage de l'Air France. Le pilote, M. Jean Ponsé, a été contraint de faire demi-tour. Il a été gravement blessé.

« Jean Ponsé : les manifestations ont été particulièrement violentes. L'un des incidents les plus spectaculaires a eu lieu mercredi matin, l'explosion de Bress-Guipavas (Finistère). Plusieurs centaines de producteurs ont envahi la piste d'envol, qui fut barrée par des tracteurs tandis que des fuzes étaient tirées sur les avions. Les manifestations ont empêché le décollage de l'Air France. Le pilote, M. Jean Ponsé, a été contraint de faire demi-tour. Il a été gravement blessé.

« Jean Ponsé : les manifestations ont été particulièrement violentes. L'un des incidents les plus spectaculaires a eu lieu mercredi matin, l'explosion de Bress-Guipavas (Finistère). Plusieurs centaines de producteurs ont envahi la piste d'envol, qui fut barrée par des tracteurs tandis que des fuzes étaient tirées sur les avions. Les manifestations ont empêché le décollage de l'Air France. Le pilote, M. Jean Ponsé, a été contraint de faire demi-tour. Il a été gravement blessé.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### SOCIÉTÉ DU LOUVRE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société du Louvre a eu lieu le 17 juillet 1974, à Paris, sous la présidence de M. Jean Ponsé. Elle a approuvé le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1973. Le montant des bénéfices nets s'élève à 1.200 millions de francs. Le conseil d'administration a décidé de verser une somme de 1.200 millions de francs à la Société du Louvre.

#### CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Le conseil d'administration du Crédit Industriel et Commercial a eu lieu le 17 juillet 1974, à Paris, sous la présidence de M. Jean Ponsé. Il a approuvé le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1973. Le montant des bénéfices nets s'élève à 1.200 millions de francs. Le conseil d'administration a décidé de verser une somme de 1.200 millions de francs à la Société du Louvre.

#### EUROPE N° 1 - IMAGES ET SON

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 1974, le chiffre d'affaires de la Société du Louvre s'élève à 1.200 millions de francs. Le conseil d'administration a décidé de verser une somme de 1.200 millions de francs à la Société du Louvre.

#### CONVERTIBLES SICAV

372, rue Saint-Hippolyte, Paris 1<sup>er</sup>  
Tel. 266-14-50

#### SITUATION AU 30 JUIN 1974

Montants des actions en circulation	1.200 millions de francs
Montants des obligations en circulation	1.200 millions de francs
Montants des actions et obligations en circulation	2.400 millions de francs

#### BOURSE DU BRILLANT

Le montant hors taxes des commandes reçues pendant le premier semestre 1974 est de 120 000 000 francs. Le conseil d'administration a décidé de verser une somme de 1.200 millions de francs à la Société du Louvre.

#### M. GERARD JOAILLIERS

6, avenue Montaigne, PARIS (81)  
Tel. 33-55-34

1974-1975



